

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi”:	
ar piesūtīšanu:	bez piesūtīšanas:
par: Ls	par: Ls
1 gadu 22,—	1 gadu 18,—
1/2 gadu 12,—	1/2 gadu 10,—
3 mēn. 6,—	3 mēn. 5,—
1 „ 2,—	„ 1,70
atsevišķu num. 15,—	atsevišķu num. 10,—
	pie atkalpārdev. 13,—

Latvijas valdības
Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:
Rīgā, pili, 1. dz., 2. ist. Tel. 20032
Runas stundas no 8 līdz 11



oficiāls laikraksts
svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:
Rīgā, pili, 1. dz., 1. ist. Tel. 20031
Atvērts no plkst. 8.30 līdz 15.30

Sludinājumu maksa:	
a) tiesu sludināj. līdz 25 vienslej. rind.	Ls 6,—
par katru tālāko rindiņu	„—,25
b) tiesu sludin. par negodīgu un netīrīgu veikalnieku sodīšanu līdz 25 viensl. r.	„ 8,—
par katru tālāko rindiņu	„—,25
c) citu iestāžu slud. par katru viensl. r.	„—,30
d) priv. pers. oblig. slud. par katru viensl. r.	„—,35
e) par nozaud. dok. izslud. par katru dok.	„ 1,50
f) par sadegušu dok. izslud. katrai pers.	„ 1,—

144. num. **34 4057r** **Piektdien, 1938. g. 1. jūlijā** **Divdesmitpirmais gads**

Likums par zemes atsavināšanu Bauskas apriņķa Skaistkalnes pagasta Skaistkalnes ciemā.
Likums par „Konvenciju starp Latviju, Igauniju un Lietuvu par vienādu čeku likumu”.
Valsts Prezidenta 141. pavēle armijai un flotei.
Valsts Prezidenta 142. un 143. paziņojumi.
Pārgrozījumi instrukcijā par Ministru kabineta iekšējo darbību un kārtību.

Ministru kabineta sēde š. g. 30. jūnijā.
Noteikumi par zivju vairumtirdzniecību Rīgā.
Iekšlietu ministr. lēmums par Rīgas-Jelgavas šosejā esošā restorāna „Meža parks” slēgšanu.
Rikojums par satiksmes slēgšanu Daugavā pie Ķeguma no 1938. g. 4. jūlija līdz 25. jūlijam.
Lietuvas-Latvijas-Igaunijas satiksmes pasažieru, bagažas un ekspressūtījumu tarifa XIII papildinājums.

Ministru kabinets 1938. g. 28. jūnijā ir pieņēmis un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

Likums par zemes atsavināšanu Bauskas apriņķa Skaistkalnes pagasta Skaistkalnes ciemā.

1. Saskaņā ar likumu par nekustamu īpašumu piespiedu atsavināšanu valsts vai sabiedriskām vajadzībām (Lik. kr. 1923. g. 59), ir atsavināts 64 kvadrātmetru liels zemes gabals no Zalamanim Bēra dēlam Catis piederošā Bauskas apr. Skaistkalnes pagasta, Skaistkalnes ciemā ietilpstošā nekustama īpašuma, ar zemes grāmatu 14373. numuru.
2. 1. pantā minētais zemes gabals ierakstams zemes grāmatās uz valsts vārdu

Satiksmes ministrijas Šoseju un zemes ceļu departamenta personā uz Šoseju un zemes ceļu departamenta vienpusēju pieprasījumu.
3. Šā likuma dzīvē izvešana uzlikta Satiksmes ministrijai.
Rīgā, 1938. g. 29. jūnijā.
K. Ulmanis,
Valsts un Ministru Prezidents.

Ministru kabinets 1938. g. 28. jūnijā ir pieņēmis un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

Likums par „Konvenciju starp Latviju, Igauniju un Lietuvu par vienādu čeku likumu”.

1. Kauņā 1938. gada 9. aprīlī parakstītā „Konvencija starp Latviju, Igauniju un Lietuvu par vienādu čeku likumu” ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.
2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināma 1. pantā minētā konvencija un tās tulkojums latviešu valodā.
3. Konvencija stājas spēkā tās 5. pantā paredzētā laikā un kārtībā.
Rīgā, 1938. g. 29. jūnijā.
K. Ulmanis,
Valsts un Ministru Prezidents.

Convention entre la Lettonie, l'Estonie et la Lithuanie portant loi uniforme concernant le chèque.

Le Président de la République de Lettonie,
Le Président-Régent de la République d'Estonie et
Le Président de la République de Lithuanie
désireux de contribuer de leur côté à l'unification de la législation en matière de chèques sont convenus de conclure à cet effet une convention et ont désigné pour leurs plénipotentiaires:
le Président de la République de Lettonie
S. E. Monsieur Ludvigs Seja, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Lettonie en Lithuanie,
le Président-Régent de la République d'Estonie
S. E. Monsieur Aleksander Warma, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire d'Estonie en Lithuanie,
le Président de la République de Lithuanie
S. E. Monsieur Stasys Lozoraitis, Ministre des Affaires Etrangères,
lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les Gouvernements de Lettonie, d'Estonie et de Lithuanie s'engagent à introduire dans leurs langues nationales, à partir du 1er octobre 1938, dans leurs territoires respectifs une loi uniforme concernant le chèque formant le texte de l'Annexe de la présente Convention et rédigé sur la base des conventions internationales en matière de chèques, conclues à Genève, le 19 mars 1931, à savoir:

1. Convention portant loi uniforme sur les chèques (avec Protocole et Annexes);
2. Convention destinée à régler certains conflits de lois en matière de chèques (avec Protocole);
3. Convention relative au droit de timbre en matière de chèques (avec Protocole).

Article 2.

Les Gouvernements des trois Parties Contractantes s'engagent à adhérer simultanément aux conventions internationales visées à l'article premier.

Article 3.

Les trois Gouvernements se mettront d'accord sur un texte uniforme de la notification de l'adhésion visée à l'article 2 à adresser au Secrétaire Général de la Société des Nations et sur la date précise de sa remise.

En même temps seront également signalées au Secrétaire Général de la Société des Nations les réserves autorisées en vertu des conventions mentionnées à l'article 1er dont il est fait usage lors de la rédaction du texte de la loi uniforme concernant le chèque.

Article 4.

Les Parties Contractantes sont d'accord de ne procéder que d'un commun accord à une modification de la loi uniforme concernant le chèque formant l'Annexe de l'article premier de la présente Convention.

De même, les Parties Contractantes sont d'accord de ne procéder que d'un commun accord à la dénonciation de l'une ou de toutes les Conventions visées à l'article premier et, en cas de besoin, d'apporter les modifications qui en résultent à la loi uniforme concernant le chèque formant l'Annexe de l'article premier de la présente Convention.

Article 5.

La présente Convention sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés au Ministère des Affaires Etrangères de Lithuanie le 30 juin 1938.

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après le jour où les instruments de ratification des trois Parties Contractantes se trouveront déposés au Ministère des Affaires Etrangères de Lithuanie.

La durée de validité de la présente convention est illimitée. Toutefois chaque Partie Contractante se réserve le droit de la dénoncer avec un préavis de trois mois. La dénonciation de la présente Convention par l'une des Parties Contractantes ne portera pas atteinte à sa validité par rapport aux deux autres Parties Contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Parties Contractantes ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait à Kaunas, le 9 avril 1938.

L. Sēja. Al. Warma. S. Lozoraitis.

Loi uniforme concernant le chèque.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA CREATION ET DE LA FORME DU CHEQUE.

Article premier.

Le chèque contient:

1. la dénomination de chèque, insérée dans le texte même du titre et exprimée dans la langue employée pour la rédaction de ce titre;
2. le mandat pur et simple de payer une somme déterminée;
3. le nom de celui qui doit payer (tiré);
4. l'indication du lieu où le paiement doit s'effectuer;
5. l'indication de la date et du lieu où le chèque est créé;
6. la signature de celui qui émet le chèque (tireur).

Article 2.

Le titre dans lequel une des énonciations indiquées à l'article précédent fait défaut ne vaut pas comme chèque, sauf dans les cas déterminés par les alinéas suivants.

A défaut d'indication spéciale, le lieu désigné à côté du nom du tiré est réputé être le lieu de paiement. Si plusieurs lieux sont indiqués à côté du nom du tiré, le chèque est payable au premier lieu indiqué.

A défaut de ces indications ou de toute autre indication, le chèque est payable au lieu où le tiré a son établissement principal.

Le chèque sans indication du lieu de sa création est considéré comme souscrit dans le lieu désigné à côté du nom du tireur.

Article 3.

Le chèque ne peut être tiré que sur un banquier ayant des fonds à la disposition du tireur et conformément à une convention, expresse ou tacite, d'après laquelle le tireur a le droit de disposer de ces fonds par chèque.

Un titre qui n'est pas tiré sur un banquier n'est pas considéré comme chèque, bien qu'il porte la mention de chèque.

Article 4.

Le chèque ne peut pas être accepté. Une mention d'acceptation portée sur le chèque est réputée non écrite.

Cependant, si le banquier, sur qui le chèque est tiré, inscrit, sur la demande du tireur, sur ce chèque une mention de confirmation, il s'engage par cette déclaration envers le porteur de payer le chèque; pour le paiement il s'oblige aussi envers le tireur et les endosseurs. Le paiement du chèque confirmé ne peut être refusé même si entre-temps pour les biens du tireur a eu lieu l'ouverture de procédure de la faillite.

L'obligation résultant de la confirmation est éteinte si le chèque, dans un délai de huit jours à partir de son émission, n'a pas été présenté au paiement. Les dispositions de l'article 40 seront appliquées à la constatation de la présentation.

L'action en recours résultant de la confirmation se prescrit par un an à partir de l'expiration du délai de présentation.

Le banquier n'est autorisé de pourvoir des chèques d'une mention de confirmation que s'il a des fonds disponibles du tireur.

Article 5.

Le chèque peut être stipulé payable:

- à une personne dénommée, avec ou sans clause expresse „à ordre”;
- à une personne dénommée, avec la clause „non à ordre” ou une clause équivalente;
- au porteur.

Le chèque au profit d'une personne dénommée, avec la mention „ou au porteur”, ou un terme équivalent, vaut comme chèque au porteur.

Le chèque sans indication du bénéficiaire vaut comme chèque au porteur.

Article 6.

Le chèque peut être à l'ordre du tireur lui-même.

Le chèque peut être tiré pour le compte d'un tiers.

Le chèque ne peut être tiré sur le tireur lui-même, sauf dans le cas où il s'agit d'un chèque tiré entre différents établissements d'un même tireur. Dans ce cas le chèque ne peut pas être tiré au porteur.

Article 7.

Toute stipulation d'intérêts insérée dans le chèque est réputée non écrite.

Article 8.

Le chèque peut être payable au domicile d'un tiers, soit dans la localité où le tiré a son domicile, soit dans une autre localité, à condition toutefois que le tiers soit banquier.

Article 9.

Le chèque dont le montant est écrit à la fois en toutes lettres et en chiffres vaut, en cas de différence, pour la somme écrite en toutes lettres.

Le chèque dont le montant est écrit plusieurs fois, soit en toutes lettres, soit en chiffres, ne vaut, en cas de différence, que pour la moindre somme.

Article 10.

Si le chèque porte des signatures de personnes incapables de s'obliger par chèque, des signatures fausses ou des signatures de personnes imaginaires, ou des signatures qui, pour toute autre raison, ne sauraient obliger les personnes qui ont signé le chèque, ou au nom desquelles il a été signé, les obligations des autres signataires n'en sont pas moins valables.

Article 11.

Quiconque appose sa signature sur un chèque, comme représentant d'une personne pour laquelle il n'avait pas le pouvoir d'agir, est obligé lui-même en vertu du chèque et, s'il a payé, a les mêmes droits qu'aurait eu le prétendu représenté. Il en est de même du représentant qui a dépassé ses pouvoirs.

Article 12.

Le tireur est garant du paiement. Toute clause par laquelle le tireur s'exonère de cette garantie est réputée non écrite.

Article 13.

Si un chèque incomplet à l'émission, a été complété contrairement aux accords intervenus, l'inobservation de ces accords ne peut pas être opposée au porteur, à moins qu'il n'ait acquis le chèque de mauvaise foi ou que, en l'acquérant, il n'ait commis une faute lourde.

CHAPITRE II.

DE LA TRANSMISSION.

Article 14.

Le chèque stipulé payable au profit d'une personne dénommée avec ou sans clause expresse „à ordre“ est transmissible par la voie de l'endossement.

Le chèque stipulé payable au profit d'une personne dénommée avec la clause „non à ordre“ ou une clause équivalente n'est transmissible que dans la forme et avec les effets d'une cession ordinaire.

L'endossement peut être fait même au profit du tireur ou de tout autre obligé. Ces personnes peuvent endosser le chèque à nouveau.

Article 15.

L'endossement doit être pur et simple. Toute condition à laquelle il est subordonné est réputée non écrite.

L'endossement partiel est nul.

Est également nul l'endossement du tiré.

L'endossement au porteur vaut comme endossement en blanc.

L'endossement au tiré ne vaut que comme quittance, sauf dans le cas où le tiré a plusieurs établissements et où l'endossement est fait au bénéfice d'un établissement autre que celui sur lequel le chèque a été tiré.

Article 16.

L'endossement doit être inscrit sur le chèque ou sur une feuille qui y est attachée (allonge). Il doit être signé par l'endosseur.

L'endossement peut ne pas désigner le bénéficiaire ou consister simplement dans la signature de l'endosseur (endossement en blanc). Dans ce dernier cas, l'endossement, pour être valable, doit être inscrit au dos du chèque ou sur l'allonge.

Article 17.

L'endossement transmet tous les droits résultant du chèque.

Si l'endossement est en blanc, le porteur peut:

1° remplir le blanc, soit de son nom, soit du nom d'une autre personne;

2° endosser le chèque de nouveau en blanc ou à une autre personne;

3° remettre le chèque à un tiers, sans remplir le blanc et sans l'endosser.

Article 18.

L'endosseur est, sauf clause contraire, garant du paiement.

Il peut interdire un nouvel endossement; dans ce cas, il n'est pas tenu à la garantie envers les personnes aux-quelles le chèque est ultérieurement endossé.

Article 19.

Le détenteur d'un chèque endossable est considéré comme porteur légitime s'il justifie de son droit par une suite ininterrompue d'endossements, même si le dernier endossement est en blanc. Les endossements biffés sont, à cet égard, réputés non écrits. Quand un endossement en blanc est suivi d'un autre endossement, le signataire de celui-ci est réputé avoir acquis le chèque par l'endossement en blanc.

Article 20.

Un endossement figurant sur un chèque au porteur rend l'endosseur responsable aux termes des dispositions qui régissent le recours; il ne convertit, d'ailleurs, pas le titre en un chèque à ordre.

Article 21.

Lorsqu'une personne a été dépossédée d'un chèque par quelque événement que ce soit, le porteur entre les mains duquel le chèque est parvenu — soit qu'il s'agisse d'un chèque au porteur, soit qu'il s'agisse d'un chèque endossable pour lequel le porteur justifie de son droit de la manière indiquée à l'article 19 — n'est tenu de se dessaisir du chèque que s'il l'a acquis de mauvaise foi ou si, en l'acquérant, il a commis une faute lourde.

Article 22.

Les personnes actionnées en vertu du chèque ne peuvent pas opposer au porteur les exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec le tireur ou avec les porteurs antérieurs, à moins que le porteur, en acquérant le chèque, n'ait agi sciemment au détriment du débiteur.

Article 23.

Lorsque l'endossement contient la mention „valeur en recouvrement“, „pour encaissement“, „par procuration“ ou toute autre mention impliquant un simple mandat, le porteur peut exercer tous les droits découlant du chèque, mais il ne peut endosser celui-ci qu'à titre de procuration.

Les obligés ne peuvent, dans ce cas, invoquer contre le porteur que les exceptions qui seraient opposables à l'endosseur.

Le mandat renfermé dans un endossement de procuration ne prend pas fin par le décès du mandat ou la survenance de son incapacité.

Article 24.

L'endossement fait après le protêt ou une constatation équivalente, ou après l'expiration du délai de présentation, ne produit que les effets d'une cession ordinaire.

Sauf preuve contraire, l'endossement sans date est présumé avoir été fait avant le protêt ou les constatations équivalentes ou avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent.

„Valdības Vēstneša“ redakcija,

sludinājumu kantoris un ekspedīcija

un

Valsts tipografija

no š. g. 15. jūlija

pāriet Valdemāra ielā 6,

pašu namā,

kur lūdzam no 15. jūlija adresēt visu korespondenci.

Telefonu numuri paliek līdzšinējie.

CHAPITRE III.

DE L'AVAL.

Article 25.

Le paiement d'un chèque peut être garanti pour tout ou partie de son montant par un aval.

Cette garantie est fournie par un tiers, sauf le tiré, ou même par un signataire du chèque.

Article 26.

L'aval est donné sur le chèque ou sur une allonge.

Il est exprimé par les mots „bon pour aval“ ou par toute autre formule équivalente; il est signé par le donneur d'aval.

Il est considéré comme résultant de la seule signature du donneur d'aval, apposée au recto du chèque, sauf quand il s'agit de la signature du tireur.

L'aval doit indiquer pour le compte de qui il est donné. A défaut de cette indication, il est réputé donné pour le tireur.

Article 27.

Le donneur d'aval est tenu de la même manière que celui dont il s'est porté garant. Son engagement est valable, alors même que l'obligation qu'il a garantie serait nulle pour toute cause autre qu'un vice de forme.

Quand il paie le chèque, le donneur d'aval acquiert les droits résultant du chèque contre le garanti et contre ceux qui sont tenus envers ce dernier en vertu du chèque.

CHAPITRE IV.

DE LA PRESENTATION ET DU PAIEMENT.

Article 28.

Le chèque est payable à vue. Toute mention contraire est réputée non écrite. Le chèque présenté au paiement avant le jour indiqué comme date d'émission est payable le jour de la présentation.

Article 29.

Le chèque émis et payable dans le même pays doit être présenté au paiement dans le délai de huit jours.

Le chèque émis dans un autre pays que celui où il est payable doit être présenté dans un délai, soit de vingt jours, soit de soixante-dix jours, selon que le lieu d'émission et le lieu de paiement se trouvent situés dans la même ou dans une autre Partie du monde.

A cet égard, les chèques émis dans un pays de l'Europe et payables dans un pays riverain de la Méditerranée ou vice versa sont considérés comme émis et payables dans la même Partie du monde.

Le point de départ des délais susindiqués est le jour porté sur le chèque comme date d'émission.

Article 30.

Lorsqu'un chèque est tiré entre deux places ayant des calendriers différents, le jour de l'émission sera ramené au jour correspondant du calendrier du lieu du paiement.

Article 31.

La présentation à une Chambre de compensation équivaut à la présentation au paiement.

Il appartiendra au Gouvernement de déterminer les institutions qui sont à considérer comme Chambres de compensation, et sous quelles conditions la présentation peut être effectuée.

Article 32.

La révocation du chèque n'a d'effet qu'après l'expiration du délai de présentation. S'il n'y pas de révocation, le tiré peut payer même après l'expiration du délai.

Article 33.

Ni le décès du tireur ni son incapacité survenant après l'émission ne touchent aux effets du chèque.

Article 34.

Le tiré peut exiger, en payant le chèque, qu'il lui soit remis acquitté par le porteur. Le porteur ne peut pas refuser un paiement partiel.

En cas de paiement partiel, le tiré peut exiger que mention de ce paiement soit faite sur le chèque et qu'une quittance lui en soit donnée.

Article 35.

Le tiré qui paie un chèque endossable est obligé de vérifier la régularité de la suite des endossements mais non la signature des endosseurs.

Article 36.

Lorsqu'un chèque est stipulé payable en une monnaie n'ayant pas cours au lieu du paiement, le montant peut en être payé, dans le délai de présentation du chèque, en la monnaie du pays d'après sa valeur au jour du paiement. Si le paiement n'a pas été effectué à la présentation, le porteur peut, à son choix, demander que le montant du chèque soit payé dans la monnaie du pays d'après le cours, soit du jour de la présentation, soit du jour du paiement.

Les usages du lieu du paiement servent à déterminer la valeur de la monnaie étrangère. Toutefois, le tireur peut stipuler que la somme à payer sera calculée d'après un cours déterminé dans le chèque.

Les règles ci-énoncées ne s'appliquent pas au cas où le tireur a stipulé que le paiement devra être fait dans une certaine monnaie indiquée (clause de paiement effectif en une monnaie étrangère).

La clause de paiement effectif en monnaie étrangère n'a pas d'effet si en Lettonie des circonstances exceptionnelles ayant trait au cours du change de la monnaie viennent de paraître. Les indices caractéristiques de ces circonstances ainsi que leur apparition et leur fin seront fixés par le Gouvernement.

Si le montant du chèque est indiqué dans une monnaie ayant la même dénomination, mais une valeur différente, dans le pays d'émission et dans celui du paiement, on est présumé s'être référé à la monnaie du lieu du paiement.

CHAPITRE V.

DU CHÈQUE BARRÉ ET DU CHÈQUE À PORTER EN COMPTE.

Article 37.

Le tireur ou le porteur d'un chèque peut le barrer avec les effets indiqués dans l'article suivant.

Le barrement s'effectue au moyen de deux barres parallèles apposées au recto. Il peut être général ou spécial.

Le barrement est général s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation ou la mention „banquier“ ou un terme équivalent; il est spécial si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres.

Le barrement général peut être transformé en barrement spécial, mais le barrement spécial ne peut être transformé en barrement général.

Le biffage du barrement ou du nom du banquier désigné est réputé non avenu.

Article 38.

Un chèque à barrement général ne peut être payé par le tiré qu'à un banquier ou à un client du tiré.

Un chèque à barrement spécial ne peut être payé par le tiré qu'au banquier désigné ou, si celui-ci est le tiré, qu'à son client. Toutefois, le banquier désigné peut recourir pour l'encaissement à un autre banquier.

Un banquier ne peut acquérir un chèque barré que d'un de ses clients ou d'un autre banquier. Il ne peut l'encôsser pour le compte d'autres personnes que celles-ci.

Un chèque portant plusieurs barrements spéciaux ne peut être payé par le tiré que dans le cas où il s'agit de deux barrements dont l'un pour encaissement par une Chambre de compensation.

Le tiré ou le banquier qui n'observe pas les dispositions ci-dessus est responsable du préjudice jusqu'à concurrence du montant du chèque.

Article 39.

Le tireur ainsi que le porteur d'un chèque peut défendre qu'on le paye en espèces, en insérant au recto la mention transversale „à porter en compte“ ou une expression équivalente.

Dans ce cas, le chèque ne peut donner lieu, de la part du tiré, qu'à un règlement par écritures (crédit en compte, virement ou compensation). Le règlement par écritures, vaut paiement.

Le biffage de la mention „à porter en compte“ est réputé non avenu.

Le tiré qui n'observe pas les dispositions ci-dessus est responsable du préjudice jusqu'à concurrence du montant du chèque.

CHAPITRE VI.

DU RECOURS FAUTE DE PAIEMENT.

Article 40.

Le porteur peut exercer ses recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés, si le chèque, présenté en temps utile, n'est pas payé et si le refus de paiement est constaté:

1^o soit par un acte authentique (protêt);

2^o soit par une déclaration du tiré datée et écrite sur le chèque avec l'indication du jour de la présentation;

3^o soit par une déclaration datée d'une Chambre de compensation constatant que le chèque a été remis en temps utile et qu'il n'a pas été payé.

Article 41.

Le protêt ou la constatation équivalente doit être fait avant l'expiration du délai de présentation.

Si la présentation a lieu le dernier jour du délai, le protêt ou la constatation équivalente peut être établi le premier jour ouvrable suivant.

Article 42.

Le porteur doit donner avis du défaut de paiement à son endosseur et au tireur dans les quatre jours ouvrables qui suivent le jour du protêt ou de la constatation équivalente, et, en cas de clause de retour sans frais, le jour de la présentation. Chaque endosseur doit, dans les deux jours ouvrables qui suivent le jour où il a reçu l'avis, faire connaître à son endosseur l'avis qu'il a reçu, en indiquant les noms et les adresses de ceux qui ont donné les avis précédents, et ainsi de suite, en remontant jusqu'au tireur. Les délais ci-dessus indiqués courent de la réception de l'avis précédent.

Lorsqu'en conformité de l'alinéa précédent, un avis est donné à un signataire du chèque, le même avis doit être donné dans le même délai à son avaliseur.

Dans le cas où un endosseur n'a pas indiqué son adresse ou l'a indiquée d'une façon illisible, il suffit que l'avis soit donné à l'endosseur qui le précède.

Celui qui a un avis à donner peut le faire sous une forme quelconque, même par un simple renvoi du chèque.

Il doit prouver qu'il a donné l'avis dans le délai imparti. Ce délai sera considéré comme observé si une lettre-missive donnant l'avis a été mise à la poste dans ledit délai.

Celui qui ne donne pas l'avis dans le délai ci-dessus indiqué, n'encourt pas de déchéance; il est responsable, s'il y a lieu, du préjudice causé par sa négligence, sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant du chèque.

Si la constatation du refus du paiement s'effectue par un acte public de protêt, l'envoi de l'avis peut être effectué de même par un notaire ou par le fonctionnaire qui d'après la loi est autorisé à dresser l'acte de protêt. Dans ce cas l'officier public dressant le protêt est tenu le jour où le protêt sera dressé d'en donner avis par écrit à toutes les personnes obligées dans le chèque dont les adresses sont, soit indiquées sur le chèque, soit connues par l'officier public dressant le protêt, soit indiquées par la personne ayant exigé le protêt. Les dépenses résultant d'un tel avis sont à ajouter aux frais de protêt.

Article 43.

Le tireur, un endosseur ou un avaliseur peut, par la clause „retour sans frais“ „sans protêt“, ou toute autre clause équivalente, inscrite sur le titre et signée, dispenser le porteur, pour exercer ses recours, de faire établir un protêt ou une constatation équivalente.

Cette clause ne dispense pas le porteur de la présentation du chèque dans le délai prescrit ni des avis à donner. La preuve de l'inobservation du délai incombe à celui qui s'en prévaut contre le porteur.

Si la clause est inscrite par le tireur, elle produit ses effets à l'égard de tous les signataires; si elle est inscrite par un endosseur ou un avaliseur, elle produit ses effets seulement à l'égard de celui-ci. Si, malgré la clause inscrite par le tireur, le porteur fait établir le protêt ou la constatation équivalente, les frais en restent à sa charge. Quand la clause émane d'un endosseur ou d'un avaliseur, les frais du protêt ou de la constatation équivalente, s'il est dressé un acte de cette nature, peuvent être recouverts contre tous les signataires.

Article 44.

Toutes les personnes obligées en vertu d'un chèque sont tenues solidairement envers le porteur.

Le porteur a le droit d'agir contre toutes ces personnes, individuellement ou collectivement, sans être astreint à observer l'ordre dans lequel elles se sont obligées.

Le même droit appartient à tout signataire d'un chèque qui a remboursé celui-ci.

L'action intentée contre un des obligés n'empêche pas d'agir contre les autres, même postérieurs à celui qui a été d'abord poursuivi.

Article 45.

Le porteur peut réclamer à celui contre lequel il exerce son recours:

1^o le montant du chèque non payé;

2^o les intérêts au taux de six pour cent à partir du jour de la présentation;

3^o les frais du protêt ou de la constatation équivalente, ceux des avis donnés, ainsi que les autres frais;

4^o un droit de commission au taux d'un tiers pour cent du montant du chèque.

Article 46.

Celui qui a remboursé le chèque peut réclamer à ses garants:

1^o la somme intégrale qu'il a payée;

2^o les intérêts de ladite somme, calculés au taux de six pour cent, à partir du jour où il l'a déboursée;

3^o les frais qu'il a faits;

4^o un droit de commission calculée conformément aux dispositions de l'article 45, N^o 4.

Article 47.

Tout obligé contre lequel un recours est exercé ou qui est exposé à un recours peut exiger, contre remboursement, la remise du chèque avec le protêt ou la constatation équivalente et un compte acquitté.

Tout endosseur qui a remboursé le chèque peut biffer son endossement et ceux des endosseurs subséquents.

Article 48.

Quand la présentation du chèque, la confection du protêt ou la constatation équivalente dans les délais prescrits est empêchée par un obstacle insurmontable (prescription légale d'un Etat quelconque ou autre cas de force majeure), ces délais sont prolongés.

Le porteur est tenu de donner, sans retard, avis du cas de force majeure à son endosseur et de mentionner cet avis, daté et signé de lui, sur le chèque ou sur une allonge; pour le surplus, les dispositions de l'article 42 sont applicables.

Après la cessation de la force majeure, le porteur doit, sans retard, présenter le chèque au paiement et, s'il y a lieu, faire établir le protêt ou une constatation équivalente.

Si la force majeure persiste au delà de quinze jours à partir de la date à laquelle le porteur a, même avant l'expiration du délai de présentation, donné avis de la force majeure à son endosseur, les recours peuvent être exercés, sans que ni la présentation ni le protêt ou une constatation équivalente soit nécessaire.

Ne sont pas considérés comme constituant des cas de force majeure les faits purement personnels au porteur ou à celui qu'il a chargé de la présentation du chèque ou de l'établissement du protêt ou d'une constatation équivalente.

CHAPITRE VII.

LA PLURALITE D'EXEMPLAIRES.

Article 49.

Sauf les chèques au porteur, tout chèque émis dans un pays et payable dans un autre pays ou dans une partie d'outre-mer du même pays et vice versa, ou bien émis et payable dans la même partie ou dans diverses parties d'outre-mer du même pays, peut être tiré en plusieurs exemplaires identiques. Lorsqu'un chèque est établi en plusieurs exemplaires, ces exemplaires doivent être numérotés dans le texte même du titre, faute de quoi chacun d'eux est considéré comme un chèque distinct.

Article 50.

Le paiement fait sur un des exemplaires est libératoire, alors même qu'il n'est pas stipulé que ce paiement annule l'effet des autres exemplaires.

L'endosseur qui a transmis les exemplaires à différentes personnes, ainsi que les endosseurs subséquents, sont tenus à raison de tous les exemplaires portant leur signature qui n'ont pas été restitués.

CHAPITRE VIII.

DES ALTERATIONS.

Article 51.

En cas d'altération du texte d'un chèque, les signataires postérieurs à cette altération sont tenus dans les termes du texte altéré; les signataires antérieurs le sont dans les termes du texte original.

CHAPITRE IX.

DE LA PRESCRIPTION.

Article 52.

Les actions en recours du porteur contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés se prescrivent par six mois à partir de l'expiration du délai de présentation.

Les actions en recours des divers obligés au paiement d'un chèque les uns contre les autres se prescrivent par six mois à partir du jour où l'obligé a remboursé le chèque ou du jour où il a été lui-même actionné.

Article 53.

La prescription s'interrompt dans les cas prévus par les lois respectives, mais dans aucun cas la prescription ne sera suspendue.

L'interruption de la prescription n'a d'effet que contre celui à l'égard duquel l'acte interruptif a été fait.

CHAPITRE X.

DISPOSITIONS GENERALES.

Article 54.

Sont considérés comme banquiers, dans le sens de la présente loi, toutes les institutions de crédit qui, d'après les dispositions réglant leurs opérations, s'occupent de la réception d'argent en compte et effectuent des paiements pour le compte d'un tiers.

Article 55.

La présentation et le protêt d'un chèque ne peuvent être faits qu'un jour ouvrable.

Lorsque le dernier jour du délai accordé par la loi pour l'accomplissement des actes relatifs au chèque et notamment pour la présentation ou pour l'établissement du protêt ou d'un acte équivalent, est un jour férié légal, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui en suit l'expiration. Les jours fériés intermédiaires sont compris dans la computation du délai.

Article 56.

Les délais prévus par la présente loi ne comprennent pas le jour qui leur sert de point de départ.

Article 57.

Aucun jour de grâce, ni légal ni judiciaire, n'est admis.

CHAPITRE XI.

DES PROTETS.

Article 58.

Tout protêt doit être dressé par un notaire ou un fonctionnaire qui d'après la loi est autorisé à dresser le protêt.

Article 59.

L'officier public autorisé à dresser le protêt auquel le chèque a été présenté en vue de protêt par le porteur, invite le tiré à payer le chèque.

Si le tiré n'acquiesce pas le chèque l'officier public autorisé à dresser le protêt dressera un acte de protêt.

Article 60.

L'acte de protêt doit contenir:

1. la date du protêt;
2. le numéro de l'acte de protêt;
3. le nom de celui au profit duquel le protêt est dressé, le nom du tireur ainsi que celui du tiré;
4. l'indication du fait que l'invitation au tiré d'acquiescer le chèque est restée infructueuse ou que ses bureaux n'ont pu être trouvés;
5. l'indication du lieu et du jour auxquels la remise de l'invitation ou la tentative de remise restée infructueuse ont eu lieu;
6. le montant des frais de protêt.

L'acte de protêt doit être signé par l'officier public autorisé à le dresser et muni du sceau officiel.

Article 61.

L'acte de protêt doit être apposé au chèque ou sur son allonge.

L'acte de protêt doit être apposé immédiatement après la dernière inscription au verso du chèque, à défaut d'inscription immédiatement sur l'un des bords du verso du titre.

Si l'acte de protêt est apposé sur une allonge, la ligne d'attachement doit être munie du sceau officiel. Dans ce cas la signature de l'officier public autorisé à dresser le protêt n'a pas besoin d'être accompagnée du sceau.

Si la demande en protêt s'effectue sous forme de la présentation de plusieurs exemplaires du même chèque, la confection du protêt sur l'un des exemplaires est suffisante. Les autres exemplaires ou la copie doivent indiquer l'exemplaire sur lequel l'acte de protêt a été apposé. Les dispositions de l'alinéa 2 et de l'alinéa 3 phrase 1 s'appliquent respectivement à cette indication. L'indication doit être signée par l'officier public autorisé à dresser l'acte de protêt.

Article 62.

Le paiement du chèque peut être effectué entre les mains de l'officier public autorisé à dresser l'acte de protêt. Il ne peut être privé de la compétence d'accepter les paiements.

Article 63.

La rectification des fautes d'écriture, d'omissions et d'autres défauts de l'acte de protêt doit être effectuée par l'officier public autorisé à dresser un acte de protêt avant la remise de l'acte de protêt à la personne sur la demande de laquelle le protêt a été dressé. L'acte de protêt doit contenir l'indication des rectifications effectuées, signée par l'officier public.

Article 64.

Une copie légalisée de l'acte de protêt doit être conservée. Indication doit être faite au sujet du contenu du chèque. Cette indication doit contenir:

1. le montant du chèque;
2. l'indication du jour et du lieu de la création;
3. le nom du tireur, le nom de la personne à laquelle ou sur l'ordre de laquelle le paiement doit être effectué, ainsi que le nom du tiré.

Les copies et indications sont à conserver en bon ordre.

CHAPITRE XII.

DE L'ENRICHISSEMENT ET DE LA RESPONSABILITE SPECIALE DU TIREUR.

Article 65.

Le tireur, dont l'obligation résultant du recours s'est éteinte par prescription ou par le fait qu'un acte nécessaire pour conserver le droit de recours a été omis, reste obligé pour autant, qu'il se serait enrichi des dommages encourus par le porteur. L'action pour le recouvrement du bénéfice se prescrit par un an à compter de la date de l'émission du chèque.

Une telle action ne peut être intentée contre les endosseurs.

Article 66.

Si le chèque n'était pas payé en raison du fait que le tireur n'avait pas des fonds disponibles chez le tiré ou en avait insuffisamment, le tireur est responsable pour les dommages encourus de ce fait par le détenteur.

Cette action peut être intentée dans le délai d'une année à compter du jour de l'émission du chèque.

CHAPITRE XIII.

DES CHEQUES ET DES ACTES DE PROTET PERDUS, VOLES OU DETRUIES.

Article 67.

Un chèque perdu, volé ou détruit peut être déclaré nul par voie d'appel conformément aux dispositions du Code de procédure civile; le délai d'appel doit être de deux mois. Toutes les personnes nommées dans le chèque doivent être avisées, autant que possible, de l'ouverture de la procédure d'appel.

Article 68.

Si le chèque a été présenté au paiement en temps dû, mais le banquier en a refusé le paiement, le tribunal peut accorder au demandeur le droit d'exiger, après ouverture de la procédure d'appel, le paiement par le tireur, à condition qu'il fournisse de garanties jusqu'au moment où le chèque sera déclaré nul; à défaut de telles garanties, le demandeur n'a que le droit d'exiger la remise en dépôt, à ses frais, par le tireur du montant du chèque aux autorités judiciaires. Le tireur ayant satisfait à cette réclamation est libéré des obligations découlant du titre.

Article 69.

Celui sur la demande duquel le titre a été annulé, est autorisé à se prévaloir des droits découlant du titre envers les obligés.

Dans le cas où le jugement annulant le titre est déclaré nul par suite d'une contestation, les prestations effectuées par l'obligé en vertu du jugement resteront valables même à l'égard des tiers, en particulier à l'égard de celui qui s'est pourvu en annulation du jugement, à condition que l'obligé en effectuant les prestations, n'ait pas été au courant de l'annulation du jugement.

Article 70.

Un acte de protêt perdu, volé ou détruit peut être remplacé par un certificat constatant la confection de l'acte de protêt délivré par le service conservant la copie légalisée de l'acte de protêt. Sont à insérer dans ce certificat le contenu de l'acte de protêt et les indications faites selon l'article 64.

CHAPITRE XIV.

DES CONFLITS DE LOIS EN MATIERE DE CHEQUES.

Article 71.

La capacité d'une personne pour s'engager par chèque est déterminée par sa loi nationale. Si cette loi nationale déclare compétente la loi d'un autre pays, cette dernière loi est appliquée.

La personne qui serait incapable, d'après la loi indiquée par l'alinéa précédent, est néanmoins valablement tenue, si la signature a été donnée sur le territoire d'un pays d'après la législation duquel la personne aurait été capable.

Cette disposition ne sera pas appliquée si l'engagement a été pris par un des ressortissants à l'étranger.

Article 72.

La loi du pays où le chèque est payable détermine les personnes sur lesquelles un chèque peut être tiré.

Si d'après cette loi, le titre est nul comme chèque en raison de la personne sur laquelle il a été tiré, les obligations résultant des signatures y apposées dans d'autres pays dont les lois ne contiennent pas ladite disposition sont néanmoins valables.

Article 73.

La forme des engagements pris en matière de chèques est réglée par la loi du pays sur le territoire duquel ces engagements ont été souscrits. Toutefois, l'observation des formes prescrites par la loi du lieu du paiement suffit.

Cependant si les engagements souscrits sur un chèque ne sont pas valables d'après les dispositions de l'alinéa précédent, mais qu'ils soient conformes à la législation du pays où un engagement ultérieur a été souscrit, la circonstance que les premiers engagements sont irréguliers en la forme n'infirme pas la validité de l'engagement ultérieur.

Les engagements pris à l'étranger en matière de chèque par le ressortissant de la Lettonie seront valables à l'égard d'un autre de ses ressortissants sur son territoire pourvu qu'ils aient été pris dans la forme prévue par la loi nationale.

Article 74.

La loi du pays sur le territoire duquel les obligations résultant du chèque ont été souscrites règle les effets de ces obligations.

Article 75.

Les délais de l'exercice de l'action en recours sont déterminés pour tous les signataires par la loi du lieu de la création du titre.

Article 76.

La loi du pays où le chèque est payable détermine:

- 10 si le chèque est nécessairement à vue ou s'il peut être tiré à un certain délai de vue et également quels sont les effets d'une postdate;
- 20 le délai de présentation;
- 30 si le chèque peut être accepté, certifié, confirmé ou visé et quels sont les effets de ces mentions;
- 40 si le porteur peut exiger et s'il est tenu de recevoir un paiement partiel;
- 50 si le chèque peut être barré ou être revêtu de la clause „à porter en compte“ ou d'une expression équivalente et quels sont les effets de ce barrement ou de cette clause ou de cette expression équivalente;
- 60 si le porteur a des droits spéciaux sur la provision et quelle est la nature de ceux-ci;
- 70 si le tireur peut révoquer le chèque ou faire opposition au paiement de celui-ci;
- 80 les mesures à prendre en cas de perte ou de vol du chèque;
- 90 si un protêt ou une constatation équivalente est nécessaire pour conserver le droit de recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés.

Article 77.

La forme et les délais du protêt, ainsi que la forme des autres actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits en matière de chèques, sont réglés par la loi du pays sur le territoire duquel doit être dressé le protêt ou passé l'acte en question.

Tulkojums.

Konvencija starp Latviju, Igauniju un Lietuvu par vienādu čeku likumu.

Latvijas Republikas Prezidents,
Igaunijas Republikas Prezidents-Paval-
donis un

Lietavas Republikas Prezidents,
vēlēdamies veicināt no savas puses likum-
došanas vienādību čeku jautājumos, nolē-
muši noslēgt šajā nolūkā konvenciju un ie-
cēluši par saviem pilnvarniekiem:

Latvijas Republikas Prezidents
Viņa Ekselenci Ludvigu Sējas kun-
gu, Latvijas ārkārtējo sūtni un pilnva-
roto ministri Lietuvā,

Igaunijas Republikas Prezidents
Viņa Ekselenci Aleksandru Warma
kungu, Igaunijas ārkārtējo sūtni un
pilnvaroto ministri Lietuvā,

Lietavas Republikas Prezidents
Viņa Ekselenci Stasys Lozoraitis
kungu, Ārlietu ministri,

kuŗi, uzrādījuši savas pilnvaras, kas atrās-
tas labā un pienācīgā kārtībā, vienojušies
par sekojošiem noteikumiem:

1. pants.

Latvijas, Igaunijas un Lietavas valdības
apņemas izdot savās valsts valodās, sākot
ar 1938. gada 1. oktobri, savās attiecīgās ter-
itorijās vienādu čeku likumu, kas ir šās
konvencijas pielikuma teksts un rediģēts,
pamatojoties uz Ženevā 1931. gada 19. mar-
tā noslēgtām starptautiskām konvencijām
čeku jautājumos, proti:

1. Konvenciju par vienādu čeku likumu
(ar protokolu un pielikumiem);
2. Konvenciju dažu konfliktu nokārtoša-
nai likumos par čekiem (ar proto-
kolu);
3. Konvenciju par zīmognodevu čekiem
(ar protokolu).

2. pants.

Triju Līdzēju Pusu valdības apņemas
pievienoties visas reizē 1. pantā minētām
starptautiskām konvencijām.

3. pants.

Visām trim valdībām jāvienojas kā par
vienādu tekstu Tautu Savienības ģenerāl-
sekretāram adresējamam paziņojumam par
2. pantā minēto pievienošanu, tā arī par
noteiktu datumu, kurā tas iesniedzams.

Tajā pašā laikā Tautu Savienības ģene-
rālsekretāram paziņojamas arī rezerves,
kas pielaistas saskaņā ar 1. pantā minētām
konvencijām un piemērotas, izstrādājot
tekstu vienādam čeku likumam.

4. pants.

Starp Līdzējām Pusēm norunāts, ka iz-
darīt kādu grozījumu vienādā čeku liku-
mā, kas ir šās konvencijas 1. panta pielik-
ums, varēs tikai uz kopīgas vienošanās
pamata.

Tāpat starp Līdzējām Pusēm norunāts,
ka uzteikt vienu vai visas 1. pantā minētās
konvencijas un, vajadzības gadījumā, iz-
darīt no tam izrietošos grozījumus vienādā
čeku likumā, kas ir šās konvencijas 1. pan-
ta pielikums, varēs tikai uz kopīgas vieno-
šanās pamata.

5. pants.

Šī konvencija ratificējama.

Ratifikācijas dokumenti deponējami Lie-
tavas Ārlietu ministrijā 1938. g. 30. ju-
nijā.

Šī konvencija stājas spēkā pēc trim mē-
nešiem no tās dienas, kad triju Līdzēju
Pusu ratifikācijas dokumenti būs deponēti
Lietavas Ārlietu ministrijā.

Šās konvencijas ilgums ir neierobežots.
Tomēr katra Līdzēja Puse patur sev tie-
sību viņu uzteikt, paziņojot par to trīs
mēnešus iepriekš. Šās konvencijas uztei-
kums, ko izdara viena Līdzēja Puse, ne-
skaŗ tās spēku attiecībā uz abām pārējām
Līdzējām Pusēm.

Šo apliecinot, Līdzēju Pusu pilnvarnieki
parakstījuši šo konvenciju un uzspieduši tai
savus attiecīgos zīmogus.

Izgatavots Kauņā, 1938. gada 9. aprīlī.
L. Sēja. Al. Warma. S. Lozoraitis.

Vienādais čeku likums.

PIRMĀ NODAĻA.

ČEKA IZRAKSTĪŠANA UN FORMA.

1. pants.

Čeks ietver sevī:

- 1) apzīmējumu, ka akts ir čeks; šis apzīmējums jāizteic pašā akta tekstā un tanī valodā, kurā akts uzrakstīts;
- 2) beznosacījuma uzdevumu maksāt noteiktu naudas sumu;
- 3) maksātāja (trasata) vārdu;
- 4) maksāšanas vietas apzīmējumu;
- 5) čeka izrakstīšanas vietas un laika apzīmējumu;
- 6) čeka devēja (trasanta) parakstu.

2. pants.

Akts, kurā trūkst kāda no 1. pantā norādītām sastāvdaļām, neder kā čeks, izņemot zemāk minētos gadījumus.

Ja nav cita norādījuma, tad vieta, kas apzīmēta blakus maksātāja vārdam, jāuzskata par maksāšanas vietu. Ja blakus maksātāja vārdam apzīmētas vairākas vietas, tad čeks jāmaksā pirmajā no apzīmētām vietām.

Ja nav minēto apzīmējumu vai arī kāda cita apzīmējuma, tad čeks jāmaksā maksātāja galvenā uzņēmuma vietā.

Čeks, kurā nav apzīmēta izrakstīšanas vieta, jāuzskata par izrakstītu tai vietā, kas apzīmēta blakus čeka devēja vārdam.

3. pants.

Čeku var izrakstīt tikai uz tādu bankieri, pie kā atrodas čeka devēja naudas sumas, un turklāt vēl saskaņā ar noteikti vai arī klusējot izteiktu vienošanos, ka čeka devējam ir tiesība rīkoties ar šo naudu, čeku izrakstot.

Akts, kas nav izrakstīts uz bankieri, nav jāuzskata par čeku pat tad, ja tanī būtu ierakstīts čeka apzīmējums.

4. pants.

Čeku nevar pieņemt. Uz čeka taisītā pieņemšanas atzīme jāuzskata par neierakstītu.

Tomēr, ja čeka maksātājs bankieris uz čeka devēja pieprasījumu ieraksta čekā apstiprinājuma atzīmi, tad ar to viņš uzņemas pret čeka turētāju pienākumu samaksāt čeku. Šis pienākums viņam ir arī pret čeka devēju un indosantiem. Nevar atteikties samaksāt apstiprināto čeku pat tad, ja starplaikā par čeka devēja mantu ir atklāts konkurss.

Saistība, kas rodas ar apstiprinājumu, izbeidzas, ja čeks nav uzrādīts samaksai astoņu dienu laikā pēc izrakstīšanas. Uzrādīšanas nodibināšanai jāpiemēro 40. panta paredzētie noteikumi.

Regresa prasība, kas izriet no apstiprinājuma, noilgst gada laikā pēc uzrādīšanai paredzētā termiņa.

Bankieris tikai tad var taisīt uz čekiem apstiprinājuma atzīmi, ja viņa rīcībā ir čeka devēja nauda.

5. pants.

Čeks var būt izrakstīts:

- noteiktai personai, ar tiešu atzīmi „orderam“ vai bez šādas atzīmes;
- noteiktai personai, ar atzīmi „ne orderam“ vai līdzīgu atzīmi;
- uzrādītājam.

Čeks, kas izrakstīts noteiktai personai ar atzīmi „vai uzrādītājam“ vai līdzīgu atzīmi, ir spēkā citā vietā — bet tikai tad, ja čeks bez personas apzīmējuma, kurā tas izrakstīts, ir spēkā kā čeks uz uzrādītāju.

6. pants.

Čeks var būt čeka devēja paša orderam. Čeku var izrakstīt uz trešās personas rēķinu.

Čeku nevar izrakstīt uz pašu čeka devēju, izņemot gadījumu, kad čeks izrakstīts no viena čeka devēja uzņēmuma uz citu. Šai gadījumā čeku nevar izrakstīt uz uzrādītāju.

7. pants.

Katrā čekā uzņemtā procentu atzīme jāuzskata par neierakstītu.

8. pants.

Čeks var būt maksājams trešās personas dzīves vietā — maksātāja dzīves vietā vai arī kādā citā vietā — bet tikai tad, ja šī trešā persona ir bankieris.

9. pants.

Ja čeka suma uzrakstīta reizē burtiem un cipariem, tad nesaskaņas gadījumā čeks ir spēkā burtiem izteiktā sumā.

Ja čeka suma uzrakstīta vairākas reizes burtiem vai arī vairākas reizes cipariem, tad nesaskaņas gadījumā čeks ir spēkā tikai mazākā sumā.

Tulkojums.

10. pants.

Ja uz čeka atrodas tādu personu paraksti, kurām trūkst spēja uzņemties čeku saistības, viltoti paraksti, izdomātu personu paraksti, vai paraksti, kas kaut kādu iemeslu dēļ nav saistoši pašiem parakstītājiem vai personām, kuŗu vārdā čeks parakstīts, tad citu parakstītāju saistības tomēr paliek spēkā.

11. pants.

Kas parakstījis čeku, kā vietnieks, lai gan viņam nebija pilnvarojuma, ir pats atbildīgs uz šā čeka pamata un viņam, ja tas čeku samaksājis, ir tādas pašas tiesības, kādas būtu varējusi izlietot šķietami atvietotā persona. Tādu pašu atbildību nes vietnieks, kas pārkāpis savu pilnvarojumu.

12. pants.

Čeka devējs atbild par čeka samaksu. Katrā atzīme, ar kuŗu čeka devējs atbrīvo sevi no šīs atbildības, jāuzskata par neierakstītu.

13. pants.

Ja čeks ir nepilnīgs to pirmam čeka ņēmējam iedodot un vēlāk aizpildīts pretēji norūnai, tad pret čeka turētāju nevar celt iebildumus par norunas neievērošanu, ja vien viņš čeku nav ieguvis ļaunā ticībā vai, to iegūstot, nav pielaidis rupju neuzmanību.

OTRĀ NODAĻA.

ČEKA TĀLĀKDOŠANA.

14. pants.

Čeku, kas maksājams kādai noteiktai personai, ar atzīmi „orderam“ vai bez šādas atzīmes, var dot tālāk ar indosamentu.

Čeku, kas maksājams kādai noteiktai personai, ar atzīmi „ne orderam“ vai līdzīgu atzīmi, var dot tālāk tikai parastās cesijas ceļā un ar tās sekām.

Indosamentu var rakstīt pat uz čeka devēja vārdu vai uz kuŗas katras čeka saistībā atbildīgas personas vārdu. Šīs personas var no jauna indosēt čeku.

15. pants.

Indosamentam jābūt bez nosacījumiem. Katrs indosamentam pievienotais nosacījums jāuzskata par neierakstītu.

Daļas indosaments nav spēkā. Tāpat nav spēkā maksātāja indosaments.

Indosaments uz uzrādītāju ir spēkā kā blanko indosaments.

Indosaments uz maksātāju ir spēkā tikai kā kvīts, izņemot gadījumu, kad maksātājam ir vairāki uzņēmumi un kad indosaments ir taisīts cita uzņēmuma labā nekā tas uzņēmums, uz kuŗu izrakstīts čeks.

16. pants.

Indosaments jāraksta uz čeka vai uz tam piemērinātās lapas. Indosaments jāparaksta indosantam.

Indosamentā var neapzīmēt jauno čeka ņēmēju un tas var pat izteikties tikai indosanta parakstā (blanko indosaments). Pēdējā gadījumā indosaments ir spēkā tikai tad, ja tas rakstīts čeka otrā pusē vai uz piemērinātās lapas.

17. pants.

Indosaments pārnes visas no čeka izrietošas tiesības.

Ja indosaments taisīts blanko, tad čeka turētājs var:

- 1) aizpildīt indosamentu uz savu vai citas personas vārdu;
- 2) indosēt čeku no jauna blanko vai uz kādas citas personas vārdu;
- 3) dot čeku tālāk neaizpildot blanko indosamentu un netaisot jaunu indosamentu.

18. pants.

Ja nav pretējā satura atzīmes, indosants atbild par čeka samaksu.

Indosants var aizliegt taisīt jaunu pārvedi; tādā gadījumā viņš neatbild personām, kuŗām čeks pēc tam indosēts.

19. pants.

Persona, kuŗas rokās atrodas čeks, ko var dot tālāk ar indosamentu, atzīstama par likumīgu čeka turētāju, ja viņa pierāda savu tiesību ar nepārtrauktu indosamentu rindu un pie tam pat tad, ja pēdējais indosaments taisīts blanko. Šai ziņā nosvītotie indosamenti jāuzskata par neierakstītiem. Ja blanko indosamentam seko kāds cits indosaments, tad jāpieņem, ka šā pēdējā indosamenta parakstītājs ieguvis čeku uz blanko indosamenta pamata.

20. pants.

Indosaments uz čeka, kas izrakstīts uz uzrādītāju, dara indosantu atbildīgu uz regresa noteikumu pamata; bet šis indosaments tomēr nepārvērš aktu ordera čekā.

21. pants.

Ja čeks kaut kādā veidā nozudis tā agrākam turētājam, — vienalga, vai čeks ir uz uzrādītāju vai ir dodams tālāk ar indosamentu, un tiesība uz to pierādama 19. pantā minētā veidā, — tagadējam turētājam ir tikai tad pienākums atdot čeku, ja viņš to ieguvis ļaunā ticībā vai pielaižot rupju neuzmanību.

22. pants.

Personas, pret kuŗām celta prasība pēc čeka, nevar aizstāvēties pret čeka turētāju ar iebildumiem, kas pamatojas uz viņu personīgām attiecībām ar čeka devēju, vai ar iepriekšējiem čeka turētājiem, ja vien pašreizējais čeka turētājs, iegūstot čeku, nav rīkojies apzināti par ļaunu parādniekam.

23. pants.

Ja indosamentā ir atzīme „vērtība iekasešanai“, „iekasešanai“, „uz prokuras pamata“ vai kāda cita atzīme, kas izteic pilnvarojumu, tad čeka turētājs var izlietot visas no čeka izrietošās tiesības, bet čeku viņš var dot tālāk tikai ar pilnvarojuma indosamentu.

Šai gadījumā čeku saistībā atbildīgas personas var pret čeku turētāju celt tikai tādus iebildumus, kādus viņas varētu celt pret indosantu.

Pilnvarojuma indosamentā izteiktais pilnvarojums neizbeidzas ar pilnvarotāja nāvi vai rīcības spējas zaudēšanu.

24. pants.

Indosamentam, kas taisīts pēc protesta vai pēc līdzīga nodibinājuma, vai pēc uzrādīšanas laika notecējuma, ir tikai parastās cesijas sekas.

Kamēr nav pierādīts pretējais, indosaments bez datuma jāuzskata par taisītu pirms protesta vai līdzīga nodibinājuma izdarīšanas, vai pirms šā (24.) panta pirmā daļā minētā laika notecēšanas.

TREŠĀ NODAĻA.

GALVOJUMS (AVALS).

25. pants.

Čeka samaksu var nodrošināt ar galvojumu pilnā čeka sumā vai sumas daļā.

Šādu nodrošinājumu dod trešā persona, izņemot maksātāju, un pat kāds no čeka parakstītājiem.

26. pants.

Galvojumu dod uzrakstā uz čeka vai uz piemērinātās lapas.

Galvojumu izteic vārdiem „kā galvnieks“ vai ar citu līdzīgu atzīmi. Galvojumu paraksta galvnieks.

Galvojums jāuzskata par izrietošu tikai no galvnieka paraksta čeka priekšpusē, izņemot gadījumu, kad parakstu dod čeka devējs.

Galvojumā jānorāda, kam par labu tas dots. Trūkstot šādam norādījumam, jāuzskata, ka galvojums dots par čeka devēju.

27. pants.

Galvnieks atbild tādā pašā veidā kā tas, par kuŗu galvojums dots.

Galvojums ir spēkā pat tad, ja pati nodrošinātā saistība nebūtu spēkā kaut kādu iemeslu dēļ, izņemot tikai formas trūkumus.

Samaksājais čeku, galvnieks iegūst visas no čeka izrietošās tiesības pret personu, par kuŗu viņš galvojis, un tāpat arī pret tiem, kas savukārt atbild šai personai uz čeka pamata.

CETURTĀ NODAĻA.

UZRĀDĪŠANA UN SAMAKSA.

28. pants.

Čeks jāsamaksā pie uzrādīšanas. Katrā pretēja satura atzīme jāuzskata par neierakstītu.

Čeks, ko uzrāda samaksai pirms dienas, kas apzīmēta par izrakstīšanas datumu, jāsamaksā uzrādīšanas dienā.

29. pants.

Čeks, kas izrakstīts un maksājams vienā un tai pašā valstī, jāuzrāda samaksai astoņu dienu laikā.

Čeks, kas izrakstīts citā valstī nekā valsts, kuŗā tas maksājams, jāsamaksā divdesmit vai septiņdesmit dienu laikā, atkarībā no tā, vai izrakstīšanas un maksāšanas vietas atrodas vienā vai dažādās pasaules daļās.

Šinī gadījumā Eiropas valstī izrakstīti čeki, kas maksājami Vidusjūras piekrastes valstī, vai otrādi — Vidusjūras piekrastes

valstī izrakstīti čeki, kas maksājami Eiropas valstī, jāuzskata par izrakstītiem un maksājamiem vienā un tanī pašā pasaules daļā.

Šinī pantā minētie termiņi sāk tecēt no čeka atzīmētas izrakstīšanas dienas.

30. pants.

Ja nesakrīt čeka izrakstīšanas un maksāšanas vietas kalendari, tad izrakstīšanas diena jāpārreķina atbilstošā dienā pēc maksāšanas vietas kalendara.

31. pants.

Čeka uzrādīšana norēķināšanās iestādei pielīdzināta uzrādīšanai samaksai.

Valdība noteic, kas jāuzskata par norēķināšanās iestādi un kādos apstākļos notiek čeka uzrādīšana.

32. pants.

Čeka atsaukšana ir spēkā tikai pēc uzrādīšanas laika notecēšanas.

Ja čeks nav atsaukts, tad maksātājs var čeku samaksāt arī pēc uzrādīšanas laika notecēšanas.

33. pants.

Čeka devēja nāve pēc čeka izrakstīšanas un arī rīcības spējas zaudēšana neietekmē čeka spēku.

34. pants.

Samaksājot čeku, maksātājs var prasīt, lai čeka turētājs atdod viņam čeku ar kvitējumu par samaksu.

Čeka turētājs nevar atteikties pieņemt daļas samaksu.

Daļas samaksas gadījumā maksātājs var prasīt, lai par šo daļas samaksu atzīmētu uz čeka un izdotu viņam kvīti.

35. pants.

Maksātājam, kas samaksā ar indosamentu tālākdodamū čeku, jāpārbauda, vai indosamenta rinda ir nepārtraukta, bet nav jāpārlicinās par indosantu parakstu istumu.

36. pants.

Ja čeks izrakstīts valūtā, kuŗa nav apgrozībā maksāšanas vietā, tad čeka uzrādīšanai paredzētā laikā čeka sumu var maksāt vietējā naudā pēc samaksas dienas kursa. Ja čeku nesamaksā pie uzrādīšanas, tad turētājam ir tiesība prasīt čeka sumas samaksu vietējā naudā, izvēloties čeka sumas pārrēķināšanai vai nu uzrādīšanas dienas vai samaksas dienas kursu.

Ārzemju valutas vērtību noteic pēc maksāšanas vietas tirdzniecības parašām. Tomēr čeka devējs pašā čekā var noteikt kursu čeka sumas pārrēķināšanai.

Nav jāpiemēro šā (36.) panta pirmās un otrās daļas noteikumi, ja čeka devējs noteicis, ka samaksu izdarama noteiktā valūtā (efektīvklauzula).

Tomēr šī atzīme nav spēkā, kad Latvijā iestājušies ārkārtēji apstākļi, kas ietekmē naudas kursus. Pazīmes, kas raksturo ārkārtējus apstākļus, tāpat arī šo apstākļu rašanos un izbeigšanos, noteic valdība.

Ja čeka suma ir noteikta valūtā, kuŗai vienāds nosaukums, bet cita vērtība zemē, kur čeks izrakstīts, un zemē, kur tas maksājams, tad jāpieņem, ka domāta tās zemes valūta, kur čeks maksājams.

PIEKTĀ NODAĻA.

PĀRSVĪTROTAIS ČEKS UN NORĒKINA ČEKS.

37. pants.

Čeka devējs vai turētājs var čeku pārsvītrot, radot 38. pantā minētās sekas.

Pārsvītrojumu izdara ar divi līdzteku līnijām čeka priekšpusē. Tas var būt vispārīgs vai tikai speciāls pārsvītrojums.

Pārsvītrojums ir tad vispārīgs, ja līniju starpā nav nekādas atzīmes vai ir apzīmējums „bankieris“ vai līdzīgs nosaukums; pārsvītrojums ir speciāls — ja līniju starpā ierakstīts bankiera vārds.

Vispārīgu pārsvītrojumu var pārvērst speciālā, bet speciālu nevar pārvērst vispārīgā.

Pārsvītrojuma vai bankiera vārda izsvītrojums jāuzskata par nenotikušu.

38. pants.

Vispārīgi pārsvītrotu čeku maksātājs var maksāt tikai bankierim vai savam klientam.

Speciāli pārsvītrotu čeku maksātājs var maksāt tikai čekā apzīmētam bankierim, bet ja šis apzīmētais bankieris ir pats maksātājs, tad, tikai savam klientam. Tomēr čekā apzīmētais bankieris var uzticēt čeka iekasešanu arī citam bankierim.

Pārsvītrotu čeku bankieris var iegūt tikai no sava klienta vai no cita bankiera. Tāpat viņš var prasīt pēc tā samaksu tikai minēto personu labā.

Čeku ar vairākiem speciāliem pārsvītrojumiem maksātājs var samaksāt tikai

tādā gadījumā, ja uz tā ir ne vairāk par diviem pārsvitrojiem un turklāt viens no tiem ir taisīts čeka samaksai, to iesniedzot norēķinu iestādei.

Maksātājs vai bankieris, kas rīkojas pretēji augšminētiem noteikumiem, atbild par zaudējumiem čeka sumas apmērā.

39. pants.

Čeka devējs un tāpat katrs turētājs var aizliegt čeka samaksu naudā ar čeka priekšpusē šķēršām uzrakstītu atzīmi „norēķinam” vai līdzīgu atzīmi.

Šinī gadījumā maksātājs var čeku izlietot tikai iegrāmatojuma darbībai (kredīta atvēršana, naudas pārskaitīšana no viena rēķina uz otru vai ieskaits). Šai darbībai ir samaksas spēks.

Atzīmes „norēķinam” izsvitrojums jāuzskata par nenotikušu.

Maksātājs, kas rīkojas pretēji augšminētiem noteikumiem, atbild par zaudējumiem čeka sumas apmērā.

SESTĀ NODAĻA.

REGRESS NESAMAKSAS DĒĻ.

40. pants.

Čeka turētājam ir regresa tiesība pret indosantiem, čeka devēju un citām uz čeka pamata atbildīgām personām, ja laikā uzrādītais čeks nav samaksāts un atteikšanās no samaksas ir nodibināta:

- 1) ar publisku akti (protests);
- 2) ar datētu maksātāja paziņojumu uz čeka, atzīmējot arī uzrādīšanas dienu;
- 3) ar datētu norēķinu iestādes paziņojumu, ka čeks ir iesniegts laikā, bet tomēr nav samaksāts.

41. pants.

Protests vai tamlīdzīgs nodibinājums jāizdara pirms uzrādīšanas laika noteikuma.

Ja čeks bija uzrādīts uzrādīšanas laika pēdējā dienā, tad protestu vai tamlīdzīgu nodibinājumu var izdarīt nākošā darbīdienā.

42. pants.

Čeka turētājam četru darbīdienu laikā pēc protesta vai līdzīga nodibinājuma dienas, bet ja uz čeka ir atzīme „bez izdevumiem”, tad četru darbīdienu laikā pēc uzrādīšanas, par čeka nesamaksu jāpaziņo savam tiešam indosantam un čeka devējam. Divu darbīdienu laikā pēc paziņojuma saņemšanas katram indosantam savukārt ir pienākums par saņemto paziņojumu informēt savu priekšgājēju, norādot iepriekšējo paziņotāju vārdus un adreses, un tā jārikojas tālāk, kamēr nonāk līdz čeka devējam. Minētais laiks tek no iepriekšējā paziņojuma saņemšanas brīža.

Ja saskaņā ar šā (42.) panta otro daļu ir nosūtīts paziņojums kādai čeku parakstīšanai personai, tad tāda paša satura paziņojums un tāda pašā laikā jānosūta arī šīs personas galvniekam.

Ja indosants nav atzīmējis savu adresi vai ir to atzīmējis nesalāsamā veidā, tad pietiek ar paziņojuma nosūtīšanu šā indosanta tiešam priekšgājējam.

Tas, kam ir pienākums nosūtīt paziņojumu, var to izdarīt kuŗā katrā formā un pat nosūtīt tikai pašu čeku.

Viņam jāpierāda, ka paziņojums nosūtīts paredzētā laikā. Laiks uzskatams par ievērotu, ja šinī laikā ir nodota pastam vēstule, kuŗā atrodas paziņojums.

Kas nav nosūtījis paziņojumu augšminētā laikā, tas ar to vēl nezaudē regresa iespēju; viņš atbild par zaudējumiem, kas radušies ar viņa neuzmanību, bet zaudējumu atlīdzība nevar pārsniegt čeka sumu.

Ja atteikšanās samaksāt čeku ir nodibināta ar protestu, paziņojumu nosūta notars vai ierēdnis, kas pēc likuma ir pilnvarots sastādīt protesta aktu. Šai gadījumā ierēdnim, kas izdara protestu, protesta izdarīšanas dienā ir pienākums paziņot par protestu visām uz čeka pamata atbildīgām personām, kuŗu adreses ir paziņojusi persona, kas pieprasījusi protesta izdarīšanu. Paziņošanas izdevumi jāpierēķina protesta izdevumiem.

43. pants.

Ar atzīmi „bez izdevumiem”, „bez protesta” vai līdzīgu atzīmi, kas ierakstīta čekā un pēc tam parakstīta, čeka devējs, indosants vai galvnieks var atbrīvot čeka turētāju no pienākuma regresa tiesības izlietošanai izdarīt protesta vai līdzīgu nodibinājumu.

Atzīme neatbrīvo čeka turētāju no čeka uzrādīšanas pienākuma likumā noteiktā laikā, tāpat arī neatbrīvo no paziņošanas pienākuma. Minētā laika neievērošana jāpierāda tam, kas uz to dibina savus iebildumus pret čeka turētāju.

Atzīme, kuŗu ieraksta čeka devējs, izrāda sekas pret visām čeku parakstījušām per-

sonām, turpretim atzīme, kuŗu ieraksta indosants vai galvnieks, izrāda sekas tikai pret viņiem. Ja neskatoties uz čeka devēja ierakstīto atzīmi, čeka turētājs tomēr nodod čeku protestam vai līdzīga nodibinājuma izdarīšanai, tad tikai viņam ir pienākums maksāt attiecīgus izdevumus. Ja atzīmi ieraksta indosants vai galvnieks, tad protesta vai līdzīga nodibinājuma izdevumus var tomēr pieprasīt no visiem čeka parakstītājiem.

44. pants.

Visas uz čeka pamata atbildīgās personas atbild solidari čeka turētājam.

Čeka turētājam ir tiesība celt prasību pret visām minētām personām, pret katru atsevišķi vai visām kopā, un viņam nav jāievēro kārtība, kuŗā šīs personas ir uzņemušas čeka saistību.

Tās pašas tiesības pieder katram čeka parakstītājam, kas čeku izpircis.

Prasības celšana pret vienu čeka saistībā atbildīgu personu nekavē čeka turētāju prasīt samaksu arī no pārējām atbildīgām personām; viņš var prasīt samaksu pat no tām personām, kas seko jau izsūdzētam čeka parakstītājam.

45. pants.

Regresa ceļā čeka turētājs var prasīt:

- 1) nesāņemto čeka sumu;
- 2) sešus procentus, skaitot no uzrādīšanas dienas;
- 3) protesta, paziņojuma un citus izdevumus;
- 4) atlīdzību vienas trešdaļas procenta apmērā no čeka sumas.

46. pants.

Kas samaksājis čeku, tam ir tiesība prasīt no regresa kārtībā atbildīgām personām:

- 1) pilnu sumu, kuŗu viņš samaksājis;
- 2) sešus procentus no šīs sumas, skaitot no čeka izpirkšanas dienas;
- 3) savus izdevumus;
- 4) atlīdzību pēc 45. panta 4. punktā paredzētā aprēķina.

47. pants.

Katra čeka saistībā atbildīga persona, no kuŗas prasa vai no kuŗas var prasīt čeka samaksu uz regresa tiesības pamata, maksājot regresa sumu, var prasīt atdot viņai čeku ar protesta vai līdzīga nodibinājuma aktu un kvitētu rēķinu.

Katrs indosants, kas izpircis čeku, var pārsvitrot savu paša indosamentu un sekojošos indosamentus.

48. pants.

Ja nepārvaramu šķēršļu dēļ (kādas valsts likumīgi rīkojumi vai citi nepārvaramas varas gadījumi) noteiktā laikā nav iespējams uzrādīt čeku vai izdarīt protestu, vai līdzīgu nodibinājumu, tad šo laiku pagarina.

Čeka turētājam par nepārvaramas varas gadījumiem nekavējoties jāpaziņo savam indosantam un par šo paziņojumu jāatzīmē uz čeka vai uz piemērinātās lapas, minot datumu un parakstoties. Bez tam jāpiemēro 42. panta noteikumi.

Izbeidzoties nepārvaramas varas gadījumam, čeka turētājam nekavējoties jāuzrāda čeks samaksai un vajadzības gadījumā jāizdara protests vai līdzīgs nodibinājums.

Ja nepārvarama vara ilgst pāri piecpadsmit dienām pēc tās dienas, kad čeka turētājs, pat pirms uzrādīšanas laika noteikšanas, paziņojis savam priekšgājējam par nepārvaramās varas gadījumu, tad var izlietot regresu, nemaz neuzrādot čeku vai neizdarot protestu vai līdzīgu nodibinājumu.

Nav jāuzskata par nepārvaramas varas gadījumiem tādi apstākļi, kas skar tīri personīgi čeka turētāju vai personu, kuŗai tas uzdevs uzrādīt čeku vai izdarīt protestu vai līdzīgu nodibinājumu.

SEPTĪTĀ NODAĻA.

DUBLIKATI.

49. pants.

Izņemot čeku uz uzrādītāju, katru čeku, kas izrakstīts vienā valstī, bet maksājams citā valstī vai tās pašas valsts aizjūras teritorijas daļā un otrādi, vai kas izrakstīts un maksājams kādas valsts vienā vai dažādās aizjūras teritorijas daļās — var izdot vairākos līdzīgos eksemplāros. Šiem eksemplāriem jābūt numurētiem pašā čeka tekstā; pretējā gadījumā katrs eksemplārs uzskatams par patstāvīgu čeku.

50. pants.

Ar viena eksemplāra samaksu atkrit atbildība pēc pārējiem eksemplāriem, pat ja uz tiem nebūtu atzīmes, ka ar samaksu pret vienu eksemplāru pārējie eksemplāri zaudē spēku.

Indosants, kas čeka eksemplārus iedevs dažādām personām un tāpat arī sekojošie indosanti atbild pēc visiem neatdotiem eksemplāriem, uz kuŗiem atrodas viņu paraksts.

ASTOTĀ NODAĻA.

GROZIJUMI.

51. pants.

Ja čeka teksts ir grozīts, tad tie, kas čeku parakstījuši pēc grozījuma taisīšanas, atbild saskaņā ar grozīto tekstu; turpretim agrākie parakstītāji atbild saskaņā ar pirmējo tekstu.

DEVĪTĀ NODAĻA.

NOILGUMS.

52. pants.

Čeka turētāja regresa prasības pret indosantiem, čeka devēju un citām uz čeka pamata atbildīgām personām noilgst sešu mēnešu laikā pēc uzrādīšanas laika noteikšanas.

Indosantu prasības savā starpā noilgst sešu mēnešu laikā pēc tās dienas, kad indosants samaksājis čeku vai kad pret viņu pašu celta prasība.

53. pants.

Noilguma tecējuma pārtraukuma gadījumus noteic attiecīgu likumu noteikumi; noilguma tecējumu nekādā gadījumā nevar apturēt.

Noilguma pārtraukums izrāda sekas tikai pret to čeka saistībā atbildīgu personu, uz kuŗu attiecas noilgumu pārtraucēja darbība.

DESMITĀ NODAĻA.

VISPĀRĪGI NOTEIKUMI.

54. pants.

Par bankieriem šā likuma nozīmē jāuzskata visas kredītiestādes, kas uz savu statutu pamata pieņem naudu un izdara maksājumus uz svešu rēķinu.

55. pants.

Čeku var uzrādīt un protestēt tikai darbīdienā.

Ja tanī laikā, kas paredzēts ar čeku saistītas darbības izdarīšanai, īpaši čeka uzrādīšanai vai protesta vai līdzīga nodibinājuma izdarīšanai, pēdējā diena ir likumīga svinama diena, tad šis laiks jāpagarina līdz nākošai darbīdienai. Laika sprīdi aprēķinot, jāskaita līdz svinamas dienas, kas iekrīt laika tecējumā.

56. pants.

Šai likumā paredzētos termiņus aprēķinot, nav jāskaita līdz diena, pēc kuŗas tie sāk tecēt.

57. pants.

Nav pielaidamas nekādas uz likumu vai tiesas spriedumu pamatotas papildu dienas.

VIENPADSMITĀ NODAĻA.

PROTESTS.

58. pants.

Protestu izdara notars vai ierēdnis, kuŗu likums pilnvaro protesta izdarīšanai.

59. pants.

Protesta izdarīšanai pilnvarotais ierēdnis, kam iesniegts čeks protesta izdarīšanai, uzaicina maksātāju samaksāt čeku.

Ja maksātājs čeku nesamaksā, ierēdnis izdara protestu, sastādot protesta aktu.

60. pants.

Protesta aktā jābūt:

- 1) protesta izdarīšanas datumam;
- 2) protesta akta numuram;
- 3) personas vārdam, kuŗas labā protests izdarīts, un personas vārdam, pret kuŗu protests izdarīts;
- 4) norādījumam, ka maksātājs uzaicināts samaksāt čeku, un ka šim uzaicinājumam nav bijis panākuma, vai ka nebija iespējams atrast maksātāja darbības vietu.

Protesta aktu paraksta protesta izdarītājs un uzspiež amata zīmogu.

61. pants.

Protesta akts jāraksta uz čeka vai uz piemērinātās lapas.

Protesta akts jāraksta čeka otrā pusē tieši aiz beidzamā uzraksta; ja nav uzraksta, tad protesta akts jāraksta otrās puses malā.

Ja protesta aktu raksta uz piemērinātās lapas, tad sametinājuma vietā jāuzspiež amata zīmogs. Šādā gadījumā nav vairs jāuzspiež zīmogs blakus protesta izdarītāja parakstam.

Ja protestam nodoti vairāki tā paša čeka eksemplāri, tad pietiek ar protestu tikai uz viena eksemplāra. Uz citiem eksemplāriem vai uz noraksta atzīmes veidā jānorāda, uz kuŗa eksemplāra taisīts protesta

akts. Taisot atzīmi, jāpiemēro šā (61.) panta otrās daļas un trešās daļas pirmā teikuma noteikumi. Atzīmi paraksta protesta izdarītājs.

62. pants.

Čeku var samaksāt protesta izdarīšanai pilnvarotam ierēdnim. Viņam nevar atņemt tiesību saņemt samaksu.

63. pants.

Kļūdas, izlaidumi vai citi protesta akta trūkumi protesta izdarīšanai pilnvarotam ierēdnim jāizlabo līdz protesta akta izsniegšanai personai, uz kuŗas pieprasījumu protests izdarīts.

Kļūdu izlabojums jāatrunā īpašā atzīmē, ko paraksta augšminētais ierēdnis.

64. pants.

Jāuzglabā protesta akta apliecinātais noraksts. Jātaisa atzīme par čeka saturu. Atzīmē jāmin:

- 1) čeka sumas;
- 2) izrakstīšanas vieta un diena;
- 3) čeka devēja vārds vai personas vārds, kuŗai vai kuŗas orderam čeks samaksājams, un arī maksātāja vārds.

Noraksti un atzīmes jāuzglabā labā kārtībā.

DIVPADSMITĀ NODAĻA.

ČEKA DEVĒJA NETAISNA IEDZĪVOŠANĀS UN ĪPAŠA ATBILDĪBA.

65. pants.

Ja čeka devēja saistība izbeigusies ar noilgumu vai tādēļ, ka nav izdarīta regresa tiesības paturēšanai nepieciešamā darbība, tad tomēr čeka devējs atbild čeka turētājam, par cik viņš netaisni iedzīvojies uz čeka turētāja rēķinu. Prasība par iedzīvojuma atmaksu noilgst gada laikā pēc čeka izrakstīšanas dienas.

Šādu prasību nevar celt pret indosantiem.

66. pants.

Ja čeks nav samaksāts tāpēc, ka maksātāja rīcībā nav bijis čeka devēja naudas vai ka šīs naudas nepietika, tad čeka devējs atbild par čeka turētājam nodarītiem zaudējumiem.

Šādu prasību var celt gada laikā pēc čeka izrakstīšanas.

TRĪSPADSMITĀ NODAĻA.

NOZUDUŠI, NOZAGTI VAI IZNĪCINĀTI ČEKI UN PROTESTA AKTI.

67. pants.

Nozudušu, nozagtu vai iznīcinātu čeku var atzīt par anulētu Civilprocesa likumā paredzētā uzaicinājuma kārtībā. Uzaicinājuma laiks ir divi mēneši. Par uzaicinājuma izdarīšanu jāpaziņo, ciktāl tas iespējams, visām čeka minētām personām.

68. pants.

Ja čeks laikā uzrādīts samaksai, bet bankieris atteicies to samaksāt, tad pēc uzaicinājuma lietas ierosināšanas tiesa var piešķirt lūdzējam tiesību prasīt samaksu no čeka devēja, ja lūdzējs dod nodrošinājumu uz laiku līdz čeka atzīšanai par anulētu. Nedodot nodrošinājumu, lūdzējam ir tikai tiesība prasīt, lai čeka sumu uz viņa rēķinu nogulda tiesas depozītā. Maksātājs, kas izpildījis šo pieprasījumu, atbrīvojas no čeka saistības.

69. pants.

Persona, uz kuŗas lūgumu anulēts čeks, var izlietot pret atbildīgām personām no čeka izrietošās tiesības.

Ja lēmums par čeka anulēšanu ir pārsūdzēts un atcelts, tad maksājumi, kuŗus ir izdarījuši uz šā lēmuma pamata atbildīgā persona, paliek joprojām spēkā pat pret trešām personām un īpaši pret to, kas pārsūdzējis lēmumu, ja vien atbildīgā persona, maksājumu izdarot, nav zinājusi par lēmuma atcelšanu.

70. pants.

Nozudušu vai iznīcinātu protesta aktu var atvietot ar aplieciņu par izdarīto protestu; šo aplieciņu izdod iestāde, kas uzglabā apliecinātu protesta akta norakstu. Aplieciņā jāuzrāda protesta akts un 64. pantā minētās atzīmes saturs.

ČETRPADSMITĀ NODAĻA.

KONFLIKTA NORMAS ČEKA LIETĀS.

71. pants.

Personas spēju uzņemties čeka saistību noteic tās valsts likums, pie kuŗas tā pieder. Ja šis likums norāda uz citas valsts likumu, tad jāpiemēro norādītais likums.

Persona, kuŗai pēc šā (71.) panta pirmās daļas minētā likuma nav spējas izrakstīt čeku, kļūst atbildīga, ja paraksta čeku tādas valsts teritorijā, pēc kuŗas likuma viņai ir spēja uzņemties čeka saistību.

Šis noteikums nav jāpiemēro iekšzemē, ja pilsonis uzņemties čeka saistību ārzemēs.

Apstiprinu 1938. g. 30. jūnijā.
Satiksmes ministris B. Einbergs.

centieniem ir palīdzējis nodibināt abu valstu starpā ciešas un draudzīgas attiecības, uz kurām Jūs dibināti atsaucaties.

Ar sevišķu prieku dzirdēju Jūsu vārdus par Jūsu nodomu veidot tālāk un padziļināt jau tik laimīgi ievadīto mūsu tautu tuvināšanas darbu un ka pie mūsu tautu un valstu sadarbības un draudzības veicināšanas Jūs nodomājuši vadīties no idejām, kuŗas savai tautai atstājis Polijas va-

donis un atjaunotājs lielais Maršals Jozefs Pilsudskis. Es nevaru iedomāties labāku ķīlu drošiem panākumiem, kas vainagos Jūsu uzdevumiem veltītās pūles.

Lūdzu Jūs, Ministra kungs, būt pārliecinātam, ka Jūsu cēlo nodomu un augstā amata pildīšanā tiklab es, kā arī mana valdība labprāt jums sniegsim savu atbalstu un palīdzību.

Valsts Prezidents K. Ulmanis.

Pārgrozījumi instrukcijā par Ministru kabineta iekšējo darbību un kārtību.

(Izdoti uz Ministru kabineta iekārtas 22. p. pamata.)

Instrukcijā par Ministru kabineta iekšējo darbību un kārtību (Lik. kr. 1925. g. 142) izdarīt šādus pārgrozījumus:

I. Instrukcijas 18. p. pirmā teikuma sākumu, 21., 22. un 25. pantus izteikt tā:

18. Likumu, noteikumu un instrukciju projekti iesūtami 16 eksemplāros (1 oriģināleksemplārs, 15 apliecināti noraksti),

21. Vismaz vienu nedēļu pirms projektu iesniegšanas Ministru kabinetam, resoru vadītāji piesūta tos divos eksemplāros līdz ar paskaidrojumiem Tieslietu ministrijas Kodifikācijas departamenta atsauksmei.

Piezīme. Sevišķi steidzamos gadījumos resoru vadītāji var arī neievērot šini pantā minēto termiņu vai iesniegt projektus tieši Ministru kabinetam.

22. Ja Kodifikācijas departaments cēl pret projektu iebildumus, kuŗiem resora vadītājs nepiekrīt, tad viņam, iesniedzot projektu Ministru kabinetam, jāziņo arī par Kodifikācijas departamenta iebildumiem.

25. Pēc projekta pieņemšanas Ministru kabinetā attiecīgais resora vadītājs saskaņo to ar kabineta lēmumiem un galīgā redakcijā divos eksemplāros iesniedz Valsts kanceļejai. Projekti apzīmējami ar tās dienas datumu, kuŗā tie pieņemti Ministru kabinetā.

II. Instrukcijas 23., 26. un 34. pantus atcelt.

Rīgā, 1938. g. 28. jūnijā.

Ministru Prezidents K. Ulmanis.

Valsts kanceļejas direktors D. Rudzītis.

Valdības darbība.

Ministru kabineta sēde

1938. g. 30. jūnijā.

1. Pārceļ līdzšinējo Liepājas apgabaltiesas papildu miertiesnesi Bruno Albatu tānī pašā amatā uz Rīgas apgabaltiesu, t. i. ieceļ viņu par Rīgas apgabaltiesas papildu miertiesnesi.

2. Apstiprina amatā Liepājas apgabaltiesas papildu miertiesnesi Krišjāni Kurcbaumu.

3. Apstiprina Latvijas universitātes profesoru Jāzēpu Rāncānu par Latvijas universitātes Romas katoļu teoloģijas fakultātes dekanu 1938./39. mācības gadam.

4. Atsvabina J. Kauliņu no Valsts zemes bankas valdes locekļa amata, sākot ar š. g. 12. augustu un ieceļ viņa vietā par Valsts zemes bankas valdes locekli, sākot ar š. g. 12. augustu, Valsts kontroles vec. revidentu Artūru Tilmani.

Valdības rīkojumi un pavēles.

Izdoti saziņā ar iekšlietu ministri.

Noteikumi

par zivju vairumtirdzniecību Rīgā.

(Izdoti uz Lauksaimniecības nolikuma 769. panta pamata.)

1. Lai garantētu zvejniekiem stabilākas cenas, novērstu neskaidrības un traucējumus zivju tirdzniecībā un norēķinos un saskaņotu zivju izvietošanu, zivju vairumtirdzniecība Rīgas administratīvās robežās atļauta vienīgi Centralai savienībai „Zvejnieks”.

Ar šiem noteikumiem nav ierobežota zvejnieku tiesība pārdot paša nozvejotās zivis tieši patērētājiem un arī veikalos un siktirgotājiem, kas nenodarbojas ar zivju tirdzniecību vairumā.

2. Šie noteikumi attiecas uz visāda veida svaigām, dzīvām un dažādi pārstrādātām zivīm un vēziem, izņemot sālītas siļķes un zivju konservus. Tirgoties vairumā ar sālītām zivīm ar īpašu zemkopības ministra atļauju var arī citas personas un organizācijas.

3. Centralai savienībai „Zvejnieks” jāpieņem pārdošanai Rīgā visas piegādātās zivis. Tās jāizvieto saskaņoti, apgādājot visus pieprasītājus un nosūtot uz visiem rajoniem, kur zivis iespējams pārdot, par zvejniekiem izdevīgākām cenām.

4. Starptautības %, kādu savienība var paturēt, nosaka zemkopības ministrs.

5. Zivju vairumtirdzniecība var notikt komisijas veidā vai par nosacītu cenu. Vairumtirdzniecība jānotiek Rīgas centrāl-tirgū, kur tā pakļauta tirgus noteikumiem. Konservu gatavošanai vajadzīgās žāvētās reņģes savienība var sadalīt un nogādāt fabrikās tieši.

6. Zivju piegādātājs var noteikt zivīm un zivju produktiem komisijas pārdošanā

maksimalās un minimalās cenas. Zivis pārdot var izsolē vai brīvā tirdzniecībā par dienas cenām, sadalot partijas pēc vajadzības vai zivju piegādātāja norādījuma.

7. Ja pārliecīga zivju saplūduma dēļ visas zivis pārdot nav iespējams, tās atstājamas uz otru dienu, ja zivju piegādātājs nav citādi norādījis. Ilgākai uzglabāšanai nepieņemrotas zivis pārdodamas par katru cenu. Ja arī tas nav iespējams, zivis pieteicamas tirgus inspekcijai un nododamas bezmaksas izmantošanai labdarības iestādē.

Bojājušās zivis pieteicamas tirgus inspekcijai un nododamas iznīcināšanai pil-sētas utilizācijas iestādē.

8. Savienībai piegādātās zivis jāpārdod pret tūlītēju samaksu. Ja savienība nodod zivis uz pēcmaksu, tad līdz ar to tā uzņemas arī atbildību par samaksu.

9. Norēķināšanās ar zivju piegādātājiem izdarama 24 stundu laikā, nosūtot vajadzīgo aprēķinu. Ar organizācijām norēķināšanās izdarama 1 nedēļas laikā.

10. Visus jautājumus, kas rastos zivju tirdzniecību noorganizējot, noskaidro un izšķir Zemkopības ministrija.

11. Šie noteikumi stājas spēkā š. g. 1. augustā.

Rīgā, 1938. g. 27. jūnijā. 34440.

Zemkopības ministris J. Birznieks.

Lauksaimn. pārv. priekšn. J. Zariņš.

L Ē M U M S.

Ievērojot to, ka Lucijas Vecrumbas restorāns „Meža parks” Rīgas-Jelgavas šosejā pienāks tirgojoties ar reibinošiem dzērieniem likumā aizliegtā laikā un ka šāda rīcība pati par sevi un savām sekām ir sabiedriskas kārtības un tikumības pārkāpšana, pamatojoties uz Akcīzes nolikuma 323. p., un vienojoties ar finansu ministri, nolēmu: Vecrumbas restorānu „Meža parks” Rīgas-Jelgavas šosejā slēgt un ierosināt kriminalvajāšanu.

Rīgā, 1938. g. 30. jūnijā. C. 11-5.

Iekšlietu ministris V. Gulbis.

Administr. depart. direktors Anšmits.

R Ī K O J U M S

par satiksmes slēgšanu Daugavā pie Ķeguma no 1938. g. 4. jūlija līdz 25. jūlijam.

Papildinot „Valdības Vēstneša” 1938. g. 51. num. izsludināto rīkojumu par satiksmes slēgšanu un ierobežošanu Daugavā pie Ķeguma no 1938. g. 1. jūlija, Jūrniecības departaments paziņo, ka sakarā ar spēkstacijas būvi plostošana caur spēkstacijas aizsprostu būs pilnīgi slēgta no 4. jūlija līdz 25. jūlijam, lai piemērotu videjās spraugas plostu caurlaišanai.

Rīgā, 1938. g. 29. jūnijā.

Jūrniec. depart. direktors A. Ozols.

Iekšējo ūdensceļu pārziņa v.

A. Brašmanis.

Lietuvas-Latvijas-Igaunijas satiksmes pasažieru, bagažas un ekspressūtījumu tarifa XIII papildinājums.

Spēkā ar 1938. gada 15. jūliju.

Sakarā ar Latvijas pasažieru tarifa pārkārtošanu, Lietuvas-Latvijas-Igaunijas satiksmes pasažieru, bagažas un ekspressūtījumu tarifā, kas izsludināts „Valdības Vēstneša” 1934. g. 26. numurā, vēlāki grozīti un papildināti un arī ievietoti Dzelzsceļu virsvaldes atsevišķi izdotā brošūrā, izdarami sekojošie labojumi:

II daļas B nodalījuma 2. tabele, kuŗā uzrādītas Latvijas dzelzsceļu maksas, jāatvieto ar šādu jaunu:

2. Latvijas dzelzsceļu maksu daļas tarifa vienībās.

No stacijas un pretējā virzienā	Uz staciju	Km	Pieaug. Bērniem	K l a s e s			Par 10 kg bagažas vai ekspres- sūtījuma
				1	2	3	
Ape	Ape robeža	5	P	—	0,05	0,03	0,01*)
			B	—	0,03	0,02	
Auce	Reņģe	20	P	—	0,10	0,08	0,02*)
			B	—	0,06	0,05	
Brieži	Meitene	12	P	0,14	0,07	0,06	0,02*)
			B	0,08	0,04	0,03	
Cēsis	Valka	85	P	0,86	0,43	0,33	0,06
			B	0,44	0,22	0,17	
Daugavpils I pas.	Eglaine	40	P	0,40	0,20	0,16	0,03
			B	0,20	0,10	0,08	
Daugavpils I pas.	Valka	396	P	—	1,55	1,17	0,24
			B	—	0,78	0,59	
Eglaine	Eglaine	6	P	0,10	0,05	0,03	0,01*)
			B	0,06	0,03	0,02	
Grīva	Eglaine	33	P	0,36	0,18	0,13	0,03
			B	0,18	0,09	0,07	
Ipiķi	Ipiķi	2	P	—	0,05	0,03	0,01*)
			B	—	0,03	0,02	
Jelgava	Meitene	34	P	0,36	0,18	0,15	0,03
			B	0,18	0,09	0,08	
Jelgava	Reņģe	76	P	—	0,40	0,30	0,05
			B	—	0,20	0,16	
Jelgava	Priekule	124	P	—	0,62	0,46	0,09
			B	—	0,32	0,24	
Jelgava	Valka	221	P	2,04	1,02	0,76	0,15
			B	1,02	0,51	0,39	
Kalēti	Kalēti	4	P	—	0,05	0,03	0,01*)
			B	—	0,03	0,02	
Ķemeri	Meitene	121	P	—	0,62	0,46	0,09
			B	—	0,32	0,24	
Ķemeri	Valka	222	P	—	1,02	0,76	0,15
			B	—	0,51	0,39	
Ķemeri	Ipiķi	279	P	—	1,19	0,90	0,17
	(c. Valku)		B	—	0,60	0,45	
Ķemeri	Ipiķi	217	P	—	0,98	0,73	0,13
	(c. Limbažiem)		B	—	0,50	0,37	
Ķirbeļi	Ipiķi robeža	9	P	—	0,05	0,04	0,01*)
			B	—	0,03	0,02	
Limbaži	Ipiķi	90	P	—	0,45	0,34	0,06
			B	—	0,23	0,18	
Liepāja pas.	Valka	401	P	—	1,60	1,20	0,25
			B	—	0,81	0,61	
Liepāja pas.	Vaiņode	68	P	—	0,35	0,27	0,05
			B	—	0,18	0,15	
Liepāja pas.	Priekule	62	P	—	0,33	0,25	0,05
			B	—	0,17	0,13	
Meitene	Meitene	6	P	0,10	0,05	0,03	0,01*)
			B	0,06	0,03	0,02	
Meitene	Reņģe	104	P	—	0,54	0,40	0,08
			B	—	0,28	0,20	
Meitene	Valka	249	P	2,16	1,08	0,82	0,16
			B	1,10	0,55	0,42	
Priekule	Vaiņode	27	P	—	0,15	0,11	0,02*)
			B	—	0,08	0,06	
Priekule	Priekule	21	P	—	0,11	0,09	0,02*)
			B	—	0,06	0,05	
Purmsāte	Kalēti	13	P	—	0,08	0,06	0,02*)
			B	—	0,05	0,03	
Reņģe	Reņģe	2	P	—	0,05	0,03	0,01*)
			B	—	0,03	0,02	
Rīga pas.	Meitene	77	P	0,80	0,40	0,30	0,05
			B	0,40	0,20	0,16	
Rīga pas.	Eglaine	258	P	—	1,11	0,84	0,16
			B	—	0,56	0,43	
Rīga pas.	Reņģe	119	P	—	0,59	0,44	0,08
			B	—	0,30	0,23	
Rīga pas.	Ipiķi	235	P	—	1,04	0,78	0,15
	(c. Valku)		B	—	0,53	0,40	
Rīga pas.	Ipiķi	173	P	—	0,83	0,62	0,11
	(c. Limbažiem)		B	—	0,43	0,32	
Rīga pas.	Priekule	167	P	—	0,78	0,59	0,11
			B	—	0,40	0,30	
Rīga pas.	Valka	178	P	1,66	0,83	0,62	0,11
			B	0,86	0,43	0,32	
Rūjiena	Ipiķi	23	P	—	0,12	0,09	0,02*)
			B	—	0,07	0,05	
Sigulda	Valka	124	P	1,24	0,62	0,46	0,09
			B	0,64	0,32	0,24	
Vaiņode	Vaiņode	10	P	—	0,05	0,04	0,01*)
			B	—	0,03	0,02	
Vaiņode	Priekule	38	P	—	0,20	0,16	0,03
			B	—	0,10	0,08	
Valka	Ipiķi	67	P	—	0,35	0,27	0,05
			B	—	0,18	0,15	
Valka	Valka	10	P	0,10	0,05	0,04	0,01*)
			B	0,06	0,03	0,02	

*) Veduma maksa par katru bagažas vai ekspressūtījumu nevar būt mazāka kā 0,03 tarifa vienības.

No stacijas un pretējā virzienā	Uz staciju	Km	Pieaug. Bērniem	K l a s e s			Par 10 kg bagāžas vai ekspressūtījuma
				1	2	3	
Valka	Žuldiņi	16	P	—	0,09	0,07	0,02*)
			B	—	0,05	0,04	
Valmiera	Valka	57	P	0,58	0,29	0,23	0,04
			B	0,32	0,16	0,12	
Zemgale	Eglaine	50	P	0,50	0,25	0,19	0,03
			B	0,26	0,13	0,10	
Zemgale	Valka	420	P	—	1,60	1,20	0,25
			B	—	0,81	0,61	
Žuldiņi	Žuldiņi	5	P	—	0,05	0,03	0,01*)
			B	—	0,03	0,02	

Latvijas dzelzceļu transitmaksu daļas.

Rob.	Rob.	Km	P	B	1	2	3	Par 10 kg bagāžas vai ekspressūtījuma
Valka rob.	Meitene rob.	255	P	B	2,22	1,11	0,84	0,16
" "	Reņģe "	297	P	B	1,12	0,56	0,43	
" "	Priekule "	345	P	B	—	1,30	0,94	0,18
			B	—	0,66	0,47		
" "	Priekule "	345	P	B	—	1,42	1,08	0,22
			B	—	0,72	0,55		
Ipiķi "	Meitene "	250	P	B	—	1,08	0,82	0,16
	(c. Limbažiem)		B	—	0,55	0,42		

Dzelzceļu galv. direktors K. Bjodnieks.
 Eksploat. direktora v. J. Kļaviņš.
 Starptaut. satiksmes inspektors A. Bilkins.

*) Veduma maksa par katru bagāžas vai ekspressūtījumu nevar būt mazāka kā 0,03 tarifa vienības.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Zemkopības ministrijas paziņojums par ķieģeļu izsniegšanu.

Saskaņā ar instrukciju būvmateriālu izsniegšanai lauksaimniecības būvniecībai („Valdības Vēstneša“ 1936. g. 51., 213., 292. num.), uz atvieglotiem noteikumiem ķieģeļus pret vajadzīgo iemaksu Zemkopības departamenta lauku būvniecības pasta tek. rēķ. № 4590 var saņemt sekojošās vietās par šādām cenām:

Ķieģeļrūpniecības nosaukums, atrašanās vieta, adrese un tālruna №	Izniedzamie ķieģeļi	Ķieģeļu izsniegšanas vietas	Par 1000 gab. ķieģeļu saņemēja iemaksa Ls
Finansu ministr. Valsts saimniecības departamenta Sakas ķieģeļu fabrikā Sakā; tālr. Saka 6	Nešķiroti 1. un 2. šķiras sarkanie mūra ķieģeļi	Cepla krāutuvē Sakas pagastā Franko vagona Saka (pie 4.500 ķieģeļu kravas) Franko kuģis vai liellaiva pie cepla	20,— 22,50 22,50
T/R. A/S. „Ķieģelis“, pasta adrese: Rīgā, Raiņa bulv. 11, 3. dz.; tālr. 23892	Nešķiroti 1. un 2. šķiras sarkanie mūra ķieģeļi	Cepla krāutuvē Teteles pag. „Ķenku“ ķieģeļu fabrikā Franko vagona Teteles pieturā	19,— 20,50
	Nešķiroti 1. un 2. šķiras baltie mūra ķieģeļi	Ceplu krāutuvēs Kalnciema pag. „Purmalu“ un Valgundes pag. „Mazgrāšu“ ķieģeļu fabrikā Franko vagona Rīga, Jelgava vai Dubulti	20,— 27,—
		Lielupes krastā pa Lielupi uz leju un Daugavas krasta krāutuvēs Rīgā, nododot ne mazāk kā 50.000 gab. Lielupes krastā pa Lielupi uz augšu līdz Emburgai, nododot ne mazāk kā 15.000 gab.	25,— 27,—
T/R. A/S. „Ķieģeļi un kūdra“, pasta adrese: Rīgā, Aspāzijas bulv. 8, 1. dz.; tālr. 33566	Nešķiroti 1. un 2. šķiras sarkanie mūra ķieģeļi	Smilškalņu ķieģeļu fabrikas krāutuvē, Rīgā, Slokas ielā 69 Franko vagona Zasulauks	19,— 22,—
		Ceplu krāutuvēs Teteles pag. „Ānes muižas“ un „Valaku“ ķieģeļu fabrikā un Sieru muižas ķieģeļu fabrikā, Jelgavā, Staļģenes ielā 8 Franko vagona Rīga, Jelgava vai Dubulti	18,— 25,—
		Lielupes krastā pa Lielupi uz leju un Daugavas krasta krāutuvēs Rīgā, nododot ne mazāk kā 50.000 gab. Lielupes krastā pa Lielupi uz augšu līdz Emburgai, nododot ne mazāk kā 15.000 gab.	23,— 25,—
	Nešķiroti 1. un 2. šķiras baltie mūra ķieģeļi	Ceplu krāutuvēs Kalnciema pag. „Kaļu“ un Valgundes pag. „Liellapsu“ ķieģeļu fabrikā Franko vagona Rīga, Jelgava vai Dubulti	19,— 26,—
		Lielupes krastā pa Lielupi uz leju un Daugavas krasta krāutuvēs Rīgā, nododot ne mazāk kā 50.000 gab. Lielupes krastā pa Lielupi uz augšu līdz Emburgai, nododot ne mazāk kā 15.000 gab.	24,— 26,—
T/R. A/S. „Ķieģelnieks“, pasta adrese: Rīgā, 15. maija laukumā 1, 6. dz.; tālr. 32821	Nešķiroti 1. un 2. šķiras sarkanie mūra ķieģeļi	Cepla krāutuvē, Krustpils pag. „Lauciņu“ ķieģeļceplī; tālr. Krustpils 107 Franko vagona Krustpils	20,— 24,—
	Nešķiroti 1. un 2. šķiras baltie un sarkanie mūra ķieģeļi	Cepla krāutuvē Padures pag. „Padures“ ķieģeļceplī; tālr. Padure 3 Franko vagona Kuldīga	20,— 27,—
	Nešķiroti 1. un 2. šķiras sarkanie mūra ķieģeļi	Cepla krāutuvē Cēsis, Murlējas ķieģeļceplī; tālr. Cēsis 46 Franko vagona Cēsis	20,— 25,—
	Nešķiroti 1. un 2. šķiras sarkanie mūra ķieģeļi	Ceplu krāutuvē Bērzgales pag. Dekšņu ķieģeļceplī; tālr. Labvārzi 7 Franko vagona Rēzekne II vai Burzava	21,— 27,—

Ķieģeļrūpniecības nosaukums, atrašanās vieta, adrese un tālruna №	Izniedzamie ķieģeļi	Ķieģeļu izsniegšanas vietas	Par 1000 gab. ķieģeļu saņemēja iemaksa Ls
Priekules patērētāju biedrība, pasta adrese: Priekulē, Aizputes ielā 1; tālr. Priekule 7 un 9	Nešķiroti 1. un 2. šķiras sarkanie mūra ķieģeļi	Cepla krāutuvē, Dobeles pag. Gardenes ķieģeļceplī; tālr. Gardene 11 Franko vagona Gardene Ceplu krāutuvē Priekulē Franko vagona Priekule	21,— 24,— 21,— 22,—
Ķieģeļrūpniecība „Volde-mārs Ābermanis“, pasta adrese: Jelgavā, Katoļu ielā 41, 4. dz.; tālr. Jelgava 684	Nešķiroti 1. un 2. šķiras sarkanie mūra ķieģeļi	Ceplu krāutuvē Vecsvirlaukas pag. „Mazpakujū“ ķieģeļu fabrikā Franko vagona Jelgava	18,— 25,—
Ķieģeļrūpniecība „Georgs Villaine“, pasta adrese: Jelgavā, pasta kaste 6; tālr. Jelgava 449	Nešķiroti 1. un 2. šķiras sarkanie mūra ķieģeļi	Cepla krāutuvē Vecsvirlaukas pag. „Kalna-Piģu“ ķieģeļu fabrikā Franko vagona Jelgava Lielupes krasta krāutuvēs Jelgavā un Daugavas krasta krāutuvēs Rīgā	18,— 25,— 23,—
A/S. „Kalkūni“, pasta adrese: Rīgā, Aspāzijas bulv. 1, 6. dz.; tālr. 29911	Nešķiroti 1. un 2. šķiras sarkanie mūra ķieģeļi	Cepla krāutuvē, Lauces pag. „Kalkūnes“ ķieģeļu fabrikā Franko vagona Grīva	20,— 24,—

Ķieģeļu pieprasītājam saskaņā ar minētās instrukcijas 26. pantu jāvienojas ar ķieģeļrūpniecību, no kuŗas ķieģeļus vēlas saņemt, par ķieģeļu saņemšanas laiku un nosūtīšanas kārtību.

Ķieģeļus pa ūdensceļu piegādās tikai navigācijas laikā. Ķieģeļrūpniecības, ar kuŗām Zemkopības ministrija nav slēgusi līgumus par ķieģeļu piegādi, ķieģeļus uz pagastu valžu protokolu pamata var izsniegt par pilnu cenu saskaņā ar instrukcijas būvmateriālu izsniegšanai lauksaimniecības būvniecībai („Vald. Vēstn.“ 1936. g. 51., 213., 292. num.) 28. pantu. Par tiem ķieģeļiem, kuŗi pienākas uz atvieglotiem noteikumiem, Zemkopības ministrija izmaksā pabalstu: par 1. šķiras ķieģeļiem Ls 18,— un par nešķirotiem 1. un 2. šķiras ķieģeļiem Ls 16,— par 1000 gab.

Pabalsta saņemšanai lauksaimniekiem jāiesniedz Zemkopības ministrijas būvniecības nodaļai lūgums līdz ar ķieģeļcepla izdotu oriģinālreķinu par nopirkto ķieģeļu daudzumu un pagasta valdes protokola pirmais noraksts.

Ar šo atvietots Zemkopības ministrijas 1937. g. 4. jūnija paziņojums par ugunsdrošu būvmateriālu izsniegšanu („Vald. Vēstn.“ 1937. g. 122. num.).

Šis paziņojums stājas spēkā izsludināšanas dienā.

1938. g. 9. jūnijā.

Zemkopības ministris J. Birznieks.
 Zemkopības depart. direktors P. Grāvis.

Latvijas amatniecības kameras paziņojums par amatu meistarību pārbaudēm.

1. Personām, kas vēlas turēt amata meistarību pārbaudi t a p s ē t ā j a a m a t ā, līdz 1938. g. 15. augustam jāiesniedz lūgums Latvijas amatniecības kameras Arodu padomes galvenai pārbaudes un uzraudzības komisijai, saskaņā ar Latvijas amatniecības kameras meistarību pārbaudes noteikumiem („Vald. Vēstn.“ 1937. g. 157. num.).

2. Pārbaudē var pieteikties personas, kas nav jaunākas par 24 gadiem:

a) kas mācījušās amatu pie meistarā vai arodskolā un pēc tam vismaz 5 gadus strādājušas savā amatā kā zeļļi vai patstāvīgi;

b) ar vidējo vai augstāko tehnisko izglītību, ja tās attiecīgā amatā nostrādājušas vismaz 3 gadus.

3. Pārbaudes programmas un noteikumi izsludināti mēnešrakstā „Amatnieks“ un dabūjami Latvijas amatniecības kamerā un amatnieku biedrībās. Turpat dabūjamas arī lūgumu veidlapas.

Rīgā, 1938. g. 28. jūnijā.
 Priekšsēdētājs J. Lukševics.
 Ģenerālsēkretars Ed. Bisenieks.

Latvijas amatniecības kameras paziņojums par amatu zeļļu pārbaudēm.

1. Personām, kas vēlas turēt amatu zeļļu pārbaudi t a p s ē t ā j a a m a t ā, līdz 1938. g. 15. augustam jāiesniedz lūgums tai amatnieku biedrībai, kuŗas darbības rajonā amatu mācās vai strādā.

2. Pārbaudē var pieteikties:

a) amata mācekļi, kas mācījušies amatu pie meistarā Latvijas amatniecības kameras mācekļu apmācības programās noteikto laiku;

b) personas, kas, ieskaitot mācības laiku, savā amatā nostrādājušas vismaz 4 gadus;

c) personas, kas beigušas arodskolu un savā amatā nostrādājušas vismaz 2 gadus.

3. Latvijas amatniecības kameras amatu zeļļu pārbaudes noteikumi izsludināti „Valdības Vēstneša“ 1937. g. 171. numurā, bet pārbaudes programmas izsludinātas mēnešrakstā „Amatnieks“.

Noteikumi, programmas un lūgumu veidlapas dabūjamas Amatniecības kamerā un amatnieku biedrībās.

Rīgā, 1938. g. 28. jūnijā.
 Priekšsēdētājs J. Lukševics.
 Ģenerālsēkretars Ed. Bisenieks.

Kļūdas izlabojums.

Dzelzceļu virsvaldes 300. rīkojumā, kas ievietots „Valdības Vēstneša“ 1938. gada 136. num., ieviesusies sekojoša pārrakstīšanās kļūda. Rīkojuma 16. punkta sākumā nodrukāto vārdu: „Bez 4. pk. 2. piezīmē minētām personām“ vieta jālasa: „Bez 4. pk. 3. piezīmē minētām personām“.

Meklētizbeidzamo personu 2342. saraksts.

- 46501. Bronislavs Andžans. 48991/36.
- 46502. Roberts Ansons. „Vald. Vēstn.“ 197/24.
- 46503. Ernests Aspers. „Vald. Vēstn.“ 62/25.
- 46504. Onufrijs Audzers. 39611/33.
- 46505. Onufrijs Audzers. 39586/33.
- 46506. Indriķis Beķeris. 39236/32.
- 46507. Vasilijš Čerņihs. 52566/38.
- 46508. Boļusa Degļavs. 40120/33.
- 46509. Voldemars Gailītis. 37908/32.
- 46510. Kārlis-Alfreds Gevelis. 52953/38.
- 46511. Zanis Jakobsons. 48520/36.
- 46512. Jānis Jurans. 41081/33.
- 46513. Jānis Jurans. 52019/37.
- 46514. Julija Kīrbītis, dzim. Ģermanis. 52539/38.
- 46515. Mitrofans Kuzņecovs. 52695/38.
- 46516. Pēteris Lebedko. „Vald. Vēstn.“ 142/32.
- 46517. Francis-Leo Oley. 47566/36.
- 46518. Alfons Osis. 22470/26.
- 46519. Kārlis Putra. 51132/37.
- 46520. Juris Reismans. 23907/27.
- 46521. Jezups Rešna. 20434/26.
- 46522. Dementijs Rešetņikovs. 52678/38.
- 46523. Bronislava Ročkus. „Vald. Vēstn.“ 102/25.
- 46524. Iciks Rogoļskis. „Vald. Vēstn.“ 87/26.
- 46525. Anastasija Romanova. 18255/26.
- 46526. Gavrils Romanovs. 18254/26.
- 46527. Andrejs Roms. 10299/24. 10658/24.
- 46528. Alma Rop. „Vald. Vēstn.“ 279/25.
- 46529. Kristis Rops. „Vald. Vēstn.“ 135/26.
- 46530. Izraels Rotts. 14450/25.
- 46531. Izraels Rotts. 21977/26.
- 46532. Aleksandrs Rutkovskis. 24699/27.
- 46533. Vitolds Zagorskis. 14691/25.
- 46534. Mozus Zaks (Sachs-Sacks). „Vald. Vēstn.“ 64/23.
- 46535. Miķelis Zalpīns. „Vald. Vēstn.“ 18/28.
- 46536. Nikolajs Santa (Samta). 21447/26.
- 46537. Antons Savko. 169/35.
- 46538. Georgs Sergučenkins. 38320/32.
- 46539. Ludvigs Upenieks. 27924/29.

Rīgā, 1938. g. 28. jūnijā.

Kriminalās policijas pārvaldes priekšnieks J. Silārājs.
 Darbvedis Hūns.

Meklētizbeidzamo personu 2343. saraksts.

- 46540. Vladislavs Lisovskis. 2747/21.
- 46541. Barbara Lukašunas. 19557/26.
- 46542. Fricis Oļekalns. „Vald. Vēstn.“ 13/31.
- 46543. Vasilijš Razancevs. 6340/22.
- 46544. Helene Rečās. 6293/32.
- 46545. Arvids Rumba. 52736/38.
- 46546. Voldemars-Pāvils Siljanis. 52987/38.
- 46547. Stepans Sumins. 25853/28.
- 46548. Rudolfs-Jānis Otto Vilks. 34245/31.

Rīgā, 1938. g. 29. jūnijā.

Kriminalās policijas pārvaldes priekšnieks J. Silārājs.
 Darbvedis Hūns.

Latvijas bankas nedēļas pārskats

1938. g. 27. jūnijā.

AKTIVĀ:		PASIVĀ:	
Lati.	S.	Lati.	S.
zelts lējumos un monetās	77 591 006 44	bankas naudas zīmes apgrozībā	62 535 445 —
ārzemju valuta	39 259 388 43	pamata kapitāls	22 362 795 37
sudraba nauda	13 786 566 —	rezerves kapitāls	5 803 134 57
valsts kases zīmes un metāla nauda	8 627 803 72	noguldījumi	21 770 425 19
īsa termiņa vekseli	50 399 497 41	tekoši rēķini	109 276 922 44
aizdevumi pret nodrošinājumiem	80 733 024 24	valsts rēķini un depozīti	65 308 029 48
citi aktīvi	32 722 000 55	citi pasīvi	16 062 534 74
	303 119 286 79		303 119 286 79

Rīgā, 1938. g. 29. jūnijā.
8715

Padomes priekšsēdētājs A. Klīve.
Galv. direktors K. Vanags.

Vietējo iestāžu rīkojumi.

Rīgas pilsētas elektrības tarifu pārgrozījumi,

pieņemti Rīgas pils. valdes 1938. g. 10. maija sēdē un stājušies spēkā saskaņā ar Pilsētu pašvaldības likuma 35. pantu (Iekšlietu ministr. Pašvald. depart. 1938. g. 14. jūnija 13716. raksts).

Rīgas pilsētas elektrības tarifi, kas izsludināti „Valdības Vēstneša” 1934. g. 24. numurā, 6. nodaļas daļā „Tariņš „Da I” atvietoja ar sekojošo:

Tariņš „Da I”.

Veikaliem, kuriem ir skatlogi un kuri tirgojas ne ilgāk kā līdz plkst. 19, un reklamu izkārtnēm (skat. tarifu „Aa”) uzstāda dubulttarifa skaitītājus, ja veikali apņemas samaksāt vismaz par 600 kW - stundām gadā.

Patērētājam jāmaksā:

a) par katru patērēto kW - stundu: no plkst. 6 līdz 19 pēc tarifa „A”;

no plkst. 19 līdz 6:

līdz gada normā garantētām kW - stundām 10 sant. par kW - st., par katru patērēto kW - st. virs garantētās gada normas 8 sant. par kW - st.;

b) par iztrūkstošām no garantētās gada normas kW - stundām 4 sant. par kW - st.

Piezīme. Gadījumā, ja pie viena skaitītāja pievienots arī dzīvoklis, tariņš „Da I” atkrit.

Pilsētas galva R. Liepiņš.

Pils. valdes sekret. K. Milenbachs.

RĪGA.

KARĀ MUZEJS

no š. g. 22. jūnija līdz 1. septembrim apmeklētājiem slēgts.

Rīgas prefektūras 19 gadu darba svētkus

svētdien, š. g. 3. jūlijā, atzīmē mūsu galvas pilsētas kārtības sargi ar gājienu uz Braļu kapiem un parādi, ko pieņems Iekšlietu ministris V. Gulbis. Pulksten 16 hipodromā notiks Rīgas prefektūras darbinieku izrikojums ar visai kuplu un interesantu programmu.

Rīgas pils. Misiņa bibliotēkai

(Torņa ielā 3/5) no 1938. g. 1. janvāra līdz 30. jūnijam dāvinājuši

grāmatas, brošūras, žurnālus un laikrakstus (komplektus un atsevišķus numurus), skrejlapas, rokrakstus, vēstules un uzņēmumus:

- M. Ārons — 13, J. Bartuševskis — 7, K. Beierbachs — 1, M. Bruņenieks — 19, K. Egle — 16, J. Kreics — 1, Latv. tautas univ. lit. seminārs — 1, L. Meiersons — 2, K. Mežaks — 11, J. Misiņš — 2, N. N. — 4, A. Ozoliņš — 1, V. Peņģerots — 1, E. Prūsas — 3, M. Pukits — 5, M. Redlichs — 5, J. Roze — 1, A. Saulītis — 1, J. Silis — 4, E. Smla — 1, T. Suchotina-Tolstoja — 3, K. Uptis — 1, Valsts bibliotēka — 1, A./S. Valters un Rapa — 27, A. Veilands — 1, J. Vigrabs — 2. Kopā: 137.

Izsaku dāvinātājiem sirsnīgu pateicību. Bibliotēkā arī turpmāk ar pateicību saņems dāvinājumus.

Bibliotēkas pārziņis.

Literatūra.

Latvijas veterinārārstu žurnāls, 2. (5.) numurs, 1938. g. maijs, Latvijas veterinārārstu biedrības izdevums.

Mēneša bijetens statistikai un konjunkturai, 6. numurs, 1938. g. jūnijā, Valsts statistiskās pārvaldes izdevums.

Mūsu Mājas Viesis, 27. numurs, 1938. g. 30. jūnijā, Centralās savienības „Turība” izdevums.

Ceļš un satiksme, 4. numurs, 1938. g. 15. jūnijs, Šoseju un zemes ceļu departamenta izdevums.

KURSI.

Rīgas biržā 1938. gada 1. jūlijā.

Devīzes:	Ls
1 Amerikas dollars	5,04—5,14
1 Anglijas mārciņa	25,16—25,28
100 Francijas franku	13,88—14,48
100 Beļģijas belgu	85,55—87,05
100 Šveices franku	115,95—117,45
100 Itālijas liru	26,54—27,04
100 Zviedrijas kronu	129,00—131,00
100 Norvēģijas kronu	125,75—127,75
100 Dānijas kronu	111,60—113,60
100 Austrijas šiliņu	— — —
100 Čekoslovākijas kronu	17,45—17,95
100 Holandes guldeņu	280,25—283,25
100 Vācijas marku	203,92—205,92
100 Somijas marku	10,98—11,28
100 Igaunijas kronu	137,95—139,95
100 Polijas zlotu	95,00—96,60
100 Lietavas litu	85,50—86,70
100 Dancigas guldeņu	95,00—96,60

Vērtspapīri:

Latv. Valsts 5% kredītzīmes	99,00—101,00
1931. g. iekš. ceļu aizņēm. oblig. Valsts zemes bankas 4% (6%) parādu pārjaukoš. II serijas ķīlu zīmes	19,00—20,00
6% Latv. hip. bankas ķīlu zīmes	99,00—100,00
6% Rīgas hip. biedr. ķīlu zīmes	95,00—96,50
6% Rīgas hip. biedr. ķīlu zīmju kred. biedr. ķīlu zīmes	87,00—88,00
87,50—88,50	

Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētāja v. V. Gailīts.
Zvērināts biržas makleris P. Rupners.

Redaktors Jānis Ozols.

Šim numuram 12 lapas puses.

Tiesu sludinājumi.

Rīgas apgabaltiesas 3. civildod. pamatojoties uz Civilproc. lik. 1570. p., paziņo, ka tiesa 1938. gada 14. jūnijā nolēma izsludināt par mirušu Paulu - Fridrihu - Georgu - Volfgangu Lēpīnu (Leeping), dzim. 1903. g. 22. maijā (v. st.).
L. 609/38./II. 8467e
Vicepriekšsēdētājs J. D r a n d e.
Sekretara v. J. U p e.

Rīgas apgabaltiesas 3. civildod. pamatojoties uz Civilproc. lik. 1570. p., paziņo, ka tiesa 1938. gada 14. jūnijā nolēma izsludināt par mirušu Nikolaju - Richardu - Vilhelmu Lēpīnu (Leeping), dzim. 1900. g. 10. augustā (v. st.).
L. 609/38./II. 8468e
Vicepriekšsēdētājs J. D r a n d e.
Sekretara v. J. U p e.

Rīgas apgabaltiesas 3. civildod. pamatojoties uz Civilproc. lik. 1570. p., paziņo, ka tiesa 1938. gada 31. maijā nolēma izsludināt par mirušu Martu Zilberts, dzim. Širina, kas dzim. 1894. g. 28. jūnijā Orenburgas gub.
L. 629/38./II. 8469e
Vicepriekšsēdētājs J. D r a n d e.
Sekretara v. J. U p e.

Rīgas apgabaltiesas 3. civildod. saskaņā ar Civilproc. likuma 1575. pantu, paziņo, ka 1938. g. 19. jūl. min. nod. atklātā tiesas sēdē attaisis Robertas Liciņa testamentu. Roberts Liciņš dzimis 1860. g. 17. novembrī un miris 1930. g. 4. maijā Sidgundas pagastā.
Rīgā, 1938. g. 27. jūnijā.
3251. l. 8543e
Vicepriekšsēd. v. P. E f f e r t s.
Sekretara v. J. U p e.

Rīgas apgabaltiesas 3. civildod. saskaņā ar Civilprocesa likuma 1575. pantu, paziņo, ka 1938. gada 19. jūlijā minētās nodaļas atklātā tiesas sēdē attaisis Pētera Miglas testamentu. Pēteris Migla dzimis 1874. g. 30. augustā (v. st.) un miris 1930. g. 12. janvārī Raunas pagastā.
Rīgā, 1938. g. 27. jūnijā.
3510. l. 8544e
Vicepriekšsēd. v. P. E f f e r t s.
Sekretara v. J. U p e.

Rīgas apgabaltiesas 3. civildod. saskaņā ar Civilprocesa likuma 1575. pantu, paziņo, ka 1938. gada 24. maijā tiesa nolēma Abe Greifa maksātnespējas lietu izbeigt.
1938. g. 28. jūnijā.
171. l. 8548e
Vicepriekšsēd. v. P. E f f e r t s.
Sekretara v. J. U p e.

Jelgavas apgabaltiesa. saskaņā ar savu 1938. gada 3. maija lēmumu, paziņo, ka Rebeka Vulfārts, dzim. Konciuss (dzim. 1898. g. 22. jūnijā Jelgavā), atzīta par garā vāju, un viņas personai un mantai nodibināta aizgādība.
Jelgavā, 1938. g. 27. jūnijā.
Obl. 340/38. l. 8472e
Priekšs. v. A. M i l e n b a c h s.
Sekretara p. i. N. L i e p k a l n s.

Jelgavas apgabaltiesas 3. civildod. pamatojoties uz Civilproc. lik. 1570. p., paziņo, ka izskatījis Annas Jansons lūgumu izsludināt par mirušu nozudušo Johanu - Adolfu Dzeneviču, tiesa 1938. g. 27. maijā nolēma izsludināt par mirušu Johanu - Adolfu Dzeneviču, kas dzimis 1885. gada 17. decembrī.
Jelgavā, 1938. g. 28. jūnijā.
115. l. 8553e
Priekšs. v. A. M i l e n b a c h s.
Sekretāra p. i. N. L i e p k a l n s.

Jelgavas apgabaltiesas 3. civildod. pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. p., paziņo, ka 1938. gada 7. jūlijā atklātā tiesas sēdē attaisis un nolasis Jāzeps Rissela testamentu. Jāzeps Rissels dzimis 1862. g. 24. decembrī un miris 1938. g. 11. martā.
Jelgavā, 1938. g. 29. jūnijā.
M. 1752. l. 8678e
Priekšsēd. v. G. B e i m u t s.
Sekretāra p. i. N. L i e p k a l n s.

Jelgavas apgabaltiesas 3. civildod. pamatojoties uz Civilproc. lik. 1575. p., paziņo, ka 1938. gada 7. jūlijā atklātā tiesas sēdē attaisis un nolasis Ermana Zalkalna testamentu. Ermanis Zalkalns dzimis 1860. g. 9. maijā un miris 1938. g. 8. janvārī.
Jelgavā, 1938. g. 29. jūnijā.
M. 1688. l. 8679e
Priekšsēd. v. G. B e i m u t s.
Sekretāra p. i. N. L i e p k a l n s.

Liepājas apgabaltiesa. pamatojoties uz Valsts zemes bankas lūgumu, š. g. 23. maijā nolēma:

1) atzīt par samaksātu sekošu hipotekārisku obligāciju, kura aprūtināta Ženijai Zunde piederošu nekustamam manto Liepājas apr. Kalētu pag. „Zagares” mājas ar zemes grāmatu 9940. num., un nostiprinātā 1882. gada 21. aprīlī ar 8233. num. uz Zundu-Zageru mājām ar zemes grāmatu 2. reģ. 1336. num. 1200 rubļu lielumā Ferdinanda Noldes labā, kāds parāds pārņests uz „Zagares” mājām ar zemes grāmatu 2. reģ. 9940. num. pie viņu atdalīšanas no Zunde-Zageru mājām 1937. g. 11. maijā;

2) atvēlēt lūdzējai pieprasīt zemes grāmatu nodaļā minētās hipotekāriskās obligācijas dzēšanu no zemes grām. L. 72/38. Liepājā, 1938. g. 20. jūnijā.
Vicepriekšsēd. v. V. V i t i ņ š.
Sekretara v. A. S m i t s.

Daugavpils apgabaltiesa. 1. civildod. pamatojoties uz Civilproc. nolik. 1562. p., paziņo, ka ar tiesas 1938. g. 11. jūnija lēmumu ir nodibināta aizgādība nozudušai Donata Rasnača mantai. Donats Rasnačs dzimis 1894. gada 31. decembrī (v. st.) Kalupes pag., un viņa pēdējā zināmā dzīves vieta bija Kalupes pag. Baltaču s.
Daugavpilī, 1938. g. 22. jūnijā.
L. 1211a/38. 8398e
Vicepriekšs. v. M. K i r j a k o v s.
Sekretara v. V. B i t e.

Daugavpils apgabaltiesa. 1. civildod. pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 29. aprīlī tiesas sēdē attaisīto, 1861. g. 10. decembrī dzim. un 1938. g. 1. februārī Krāslavas pag. mir. Ludviga Brazeviča privāto testamentu, vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisarjiem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka personas, kas nebus pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.
Daugavpilī, 1938. g. 25. jūnijā.
L. 1977a/38. 8555
Vicepriekšs. v. M. K i r j a k o v s.
Sekretara v. V. B i t e.

Daugavpils apgabaltiesa. 1. civildod. pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 24. maijā tiesas sēdē attaisīto, 1869. g. 13. jūnijā dzim. un 1938. g. 22. februārī Krustpīlī mir. Jāņa Rasiņa privāto testamentu, vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisarjiem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka personas, kas nebus pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.
Daugavpilī, 1938. g. 25. jūnijā.
L. 1241a/38. 8558
Vicepriekšs. v. M. K i r j a k o v s.
Sekretara v. V. B i t e.

Daugavpils apgabaltiesa. 1. civildod. pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 24. maijā tiesas sēdē attaisīto, 1869. g. 13. jūnijā dzim. un 1938. g. 22. februārī Krustpīlī mir. Jāņa Rasiņa privāto testamentu, vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisarjiem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka personas, kas nebus pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.
Daugavpilī, 1938. g. 25. jūnijā.
L. 2154a/38. 8556
Vicepriekšs. v. M. K i r j a k o v s.
Sekretara v. V. B i t e.

Daugavpils apgabaltiesa. 1. civildod. pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 10. maijā tiesas sēdē attaisīto, 1868. g. 17. jūlijā dzim. un 1938. g. 15. janvārī Skaistas pagastā mir. Donata Karoļa publiko testamentu, vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā

Daugavpils apgabaltiesa. 1. civildod. pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 10. maijā tiesas sēdē attaisīto, 1868. g. 17. jūlijā dzim. un 1938. g. 15. janvārī Skaistas pagastā mir. Donata Karoļa publiko testamentu, vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā

mantiniekiem, legatariem, fideikomisarjiem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka personas, kas nebus pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.
Daugavpilī, 1938. g. 25. jūnijā.
L. 1823a/38. 8557
Vicepriekšs. v. M. K i r j a k o v s.
Sekretara v. V. B i t e.

Daugavpils apgabaltiesa. 1. civildod. pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 15. marta tiesas sēdē attaisīto, 1875. g. 5. dec. dzim. un 1937. g. 19. novembrī Daugavpilī mir. Annas Modzeļevskis publiko testamentu, vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisarjiem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesai 6 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka personas, kas nebus pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.
Daugavpilī, 1938. g. 25. jūnijā.
L. 1241a/38. 8558
Vicepriekšs. v. M. K i r j a k o v s.
Sekretara v. V. B i t e.

Daugavpils apgabaltiesa. 1. civildod. pamatojoties uz Civilproc. lik. 1717. pantu, paziņo, ka 1938. g. 26. martā tiesa nolēma: 1) atzīt par anulētu parāda aktu, kurā ierakstīts parāds 300 bij. kr. cara rbl. Staņislavam Plater-Zibergam par labu, kas nostiprināts 1872. g. 11. septembrī ar 126. num. uz nekustamā īpašumu lūkstes apr. Rubenes pag. Duņu № 21. mājām, ar zemes grāmatu nodaļuma 421. num.; 2) izsniegt lūdzējai šī lēmuma norakstu hipotekas dzēšanai zemes grāmatā.
Daugavpilī, 1938. g. 25. jūnijā.
L. 833a/38. 8559g
Vicepriekšs. v. M. K i r j a k o v s.
Sekretara v. V. B i t e.

Daugavpils apgabaltiesa. 1. civildod. pamatojoties uz Civilproc. lik. 1717. pantu, paziņo, ka 1938. g. 10. maijā tiesa nolēma: 1) atzīt par samaksātu parādu pēc Kārlim Hanam izdotā parāda raksta, kas nostiprināts 1885. gada 13. decembrī ar žurn. 652. num. uz nekustamā īpašumu lūkstes apr. Bebreņu pag. Radebrandsruie saimniecības Čabisku 1. mājām, ar zemes grāmatas nodaļuma 613. num.; 2) izsniegt lūdzējam šī lēmuma norakstu hipotekas dzēšanai zemes grāmatā.
Daugavpilī, 1938. g. 25. jūnijā.
L. 1026a/38. 8560g
Vicepriekšs. v. M. K i r j a k o v s.
Sekretara v. V. B i t e.

Daugavpils apgabaltiesa. 1. civildod. pamatojoties uz Civilproc. lik. 1450. p. pamata; paziņo, ka tiesa 1938. g. 27. jūnijā Kārla Kangura prasības lietā pret Ernu Kangurs, dzim. Grāmatnieks, par laulības šķiršanu, nosprieda aizmuguriski: starp prasītāju Kārli (Kirilu) Kanguru un atbildētāju Ernu Kanguru, dzim. Grāmatnieks, (šķirtu Kudrašs) 1936. g. 7. novembrī Daugavpilī ev.-lut. draudzes mācītāja A. Rumpētera noslēgtu laulību atzīt par šķirtu atbildētājas Ernas Kangurs vainas dēļ, aizhēdot atbildētājai Ernai Kangurs sauktās vira uzvārda „Kangurs”; piedzīt no atbildētājas Ernas (Erna-Johana) Kangurs, dzim. Grāmatnieks, šķirtas Kudrašs, par labu prasītājam Kārlim

Daugavpils apgabaltiesa. 1. civildod. pamatojoties uz Civilproc. lik. 397., 401., 405., 413., 416. pantiem un lūdzēja Jāņa Lovāna lūgumu lietā ar Teklu Kucinkeiri, arī Jūrkums, Albertu Lovānu un Pēteri Lovānu par Vipes pag. Lovānu sādžas 3.a. 3.b un 3.c viensētu sadalīšanu, uzaicina Pēteri Jekaba d. Lovānu, kura dzīves vieta lūdzējam nav zināma, ierasties tiesā 2 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.” un izdot savu dzīves vietu Daugavpilī. Ja Pēteris Lovāns šīnī laikā neieradīsies personīgi vai nesūtīs pilnvarnieku, pavēstes un citus rakstus atstās tiesas kancelejā, bet lietu noliks tiesas sēdē un izskatīs aizmuguriski
Lūgumam pievienoti tā noraksts un lūdzēja iesniegto dokumentu noraksti.
Daugavpilī, 1938. g. 25. jūnijā.
L. 2528a/38. 8561g
Vicepriekšs. v. M. K i r j a k o v s.
Sekretara v. V. B i t e.

Daugavpils apgabaltiesa. 1. civildod. pamatojoties uz Civilproc. lik. 397., 401., 405., 413., 416. pantiem un saskaņā ar lūdzēja Romas katoļu baznīcas Rīgas metropolijas kurijas lūgumu lietā ar Franci Ignatija d. Putānu par Daugavpils apriņķa Izvaltas pagasta Lipinišku sādžas viensētu № 6 sadalīšanu, uzaicina Franci Putānu, kura dzīves vieta lūdzējam nav zināma, ierasties tiesā 2 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un izdot savu dzīves vietu Daugavpilī. Ja Francis Putāns šīnī laikā neieradīsies personīgi vai nesūtīs pilnvarnieku, tad pavēstes un citus rakstus atstās tiesas kancelejā, bet lietu noliks tiesas sēdē un izskatīs aizmuguriski
Lūgumam pievienoti tā noraksts un lūdzēja iesniegto dokumentu noraksti.
Daugavpilī, 1938. g. 25. jūnijā.
L. 2295a/38. 8562g
Vicepriekšs. v. M. K i r j a k o v s.
Sekretara v. V. B i t e.

Daugavpils apgabaltiesa. 1. civildod. pamatojoties uz Civilproc. lik. 1450. p. pamata; paziņo, ka tiesa 1938. g. 27. jūnijā Kārla Kangura prasības lietā pret Ernu Kangurs, dzim. Grāmatnieks, par laulības šķiršanu, nosprieda aizmuguriski: starp prasītāju Kārli (Kirilu) Kanguru un atbildētāju Ernu Kanguru, dzim. Grāmatnieks, (šķirtu Kudrašs) 1936. g. 7. novembrī Daugavpilī ev.-lut. draudzes mācītāja A. Rumpētera noslēgtu laulību atzīt par šķirtu atbildētājas Ernas Kangurs vainas dēļ, aizhēdot atbildētājai Ernai Kangurs sauktās vira uzvārda „Kangurs”; piedzīt no atbildētājas Ernas (Erna-Johana) Kangurs, dzim. Grāmatnieks, šķirtas Kudrašs, par labu prasītājam K

Rīgas pils. 18. iec. mirtiesnesis, pamatojoties uz Civillik. 143. pantu, paziņo, ka 1938. g. 22. jūnijā laulāto mantisko attiecību reģistra 1146. lapā ierakstīts, ka starp laulātajiem Indriķi (Heinrichi) Voldemāru Kēpu (Koepf), dzim. 1893. g. 18. februārī Rīgā, un Olgu-Emīliju Kēps (Koepf), dzim. Vikis, dzim. 1898. gada 10. aprīlī Rīgā, no 1938. gada 20. jūnija pastāv visas mantas šķirtība (Civillik. 117. p. un turpm. p.), kas nodibināta ar 1938. g. 20. jūnijā Rīgā, notara J. Bāra kantori ar reģ. 1597. num. noslēgto līgumu.

1938. g. 22. jūnijā. 1146/r. l. 8476e Mirtiesnesis Ž. Jumikis. Sekretara v. L. Liepa.

Rīgas pils. 18. iec. mirtiesnesis, pamatojoties uz Civillik. 143. p., paziņo, ka 1938. g. 28. jūnijā laulāto mantisko attiecību reģistra 1148. lapā ierakstīts, ka starp laulātajiem Kārlī Bangerski, dzim. 1904. g. 31. maijā Rīgā, un Irēni Bangerski, dzim. Jakobsone, dzim. 1905. g. 7. februārī Kemerose, no 1938. gada 9. jūnija pastāv visas mantas šķirtība (Civillik. 117. p. un turpm. p.), kas nodibināta ar 1938. g. 9. jūnijā Rīgā, notara M. Čukova kantori ar reģ. 4279. num. noslēgto līgumu.

1938. g. jūnijā. 1148/r. l. 8572e Mirtiesnesis Ž. Jumikis. Sekretara v. L. Liepa.

Daugavpils 5. iec. mirtiesnesis, pamatojoties uz Sodul. lik. 239. pantu, paziņo, ka ar 1938. gada 16. februāra spriedumu Marjaša Šapiro, dzim. 1882. g. Daugavpilī, atzīta par vainīgu, ka š. g. 25. janvārī nav ievērojuši pienācīgu tīrību savā traktierī, Daugavpilī, K. Skrindas ielā 10, un sodīta pēc Sodul. lik. 235. p. ar Ls 25.—vai nesamaksas gadījumā ar 7 dienām arestā.

1938. g. 28. jūnijā. 122. krim. l. 8573e Mirtiesnesis J. Konrāds. Sekretars F. Šneideris.

Rīgas apgabaltiesas 11. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceļa ir Rīgā, Gertrūdes ielā 43, 8. dz., paziņo, ka 1938. g. 12. jūlijā, plkst. 10, Rīgā, Stabu ielā 55, darbnīcā, 1. un 2. publiskā izsolē pārdodama nekustamā īpašuma daļa, kas novērtēti par 420 latiem.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā. Rīgā, 1938. g. 1. jūlijā. 1186. l. 8688e Tiesu izpildītājs O. Jurka.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceļa ir Rīgā, Stabu ielā Nr. 46/48, 11. dzīv., paziņo, ka 1938. gada 14. jūlijā, plkst. 11, Kemerose, restorānā „Jautrais ods”, 1. publiskā izsolē pārdos Jūlija Šulca galdā segas, traukus un citu, kas novērtēti par 1100 latiem.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā. 1938. g. 28. jūnijā. 519. l. 8614e Tiesu izpild. J. Lapins.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpildītājs, kura kanceļa ir Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) Valsts zemes bankas prasības par Ls 114,49 ar soda naudu piedzišanai 1938. g. 5. oktobrī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sešu zaļē pārdos 1. publiskā izsolē Friča Loreņa nekust. īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Talsu apr. Stendes pag., ierakstīts zemes grāmatu reģistrā ar 3268. num. un sastāv no Upmaļu mājām, 21,98 ha platībā;

2) nekustamā īpašuma izsoles vērtība Ls 3700,—;

3) tam ir hipotēku parādi Ls 3600,—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 370,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Tukumā-Talsu zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kanceļijā.

Talsos, 1938. g. 25. jūnijā. 440. l. 8412 Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpildītājs, kura kanceļa ir Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) Valsts zemes bankas prasības par Ls 110,67 ar soda naudu piedzišanai 1938. g. 5. oktobrī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sešu zaļē pārdos 1. publiskā izsolē Pēterā Ozola nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Talsu apr. Zentenes pag., ierakstīts zemes grāmatu reģistrā ar 2062. num. un sastāv no Pērkoņu mājām, 17,70 hekt. platībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 4500,—;

3) tam ir hipotēku parādi Ls 3350,— ar proc.;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 450,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Tukumā-Talsu zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kanceļijā.

Talsos, 1938. g. 25. jūnijā. 441. l. 8413 Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpildītājs, kura kanceļa ir Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) Valsts zemes bankas prasības par Ls 92,40 ar soda naudu piedzišanai 1938. g. 5. oktobrī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sešu zaļē pārdos 1. publiskā izsolē Bronislava Robera nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Talsu apr. Ārlavas pag., ierakstīts zemes grāmatu reģistrā ar 9246. num. un sastāv no Robertu mājām, 16,19 hekt. platībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 2700,—;

3) tam ir hipotēku parādi Ls 2400,— ar proc.;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 270,— drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Tukumā-Talsu zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kanceļijā.

Talsos, 1938. g. 25. jūnijā. 434. l. 8414 Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpildītājs, kura kanceļa ir Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) Valsts zemes bankas prasības par Ls 125,99 ar soda naudu piedzišanai 1938. g. 5. oktobrī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sešu zaļē pārdos 1. publiskā izsolē Girta Celmīņa nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Talsu apr. Laidzes pag., ierakstīts zemes grāmatu reģistrā ar 4074. num. un sastāv no Dīknieku mājām, 20,20 hekt. platībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 5700,—;

3) tam ir hipotēku parādi Ls 4100,— ar proc.;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 570,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Tukumā-Talsu zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kanceļijā.

Talsos, 1938. g. 25. jūnijā. 436. l. 8415 Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpildītājs, kura kanceļa ir Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) Līnas-Jūlijas Kronbergs prasības par Ls 1670,90 ar % piedzišanai 1938. g. 5. oktobrī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sešu zaļē pārdos 1. publiskā izsolē mir. Jāņa Kronberga mant. masas nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Talsu apr. Laidzes pag., ierakstīts zemes grāmatu reģistrā ar 1441. num. un sastāv no Kronkalnu mājām, 10,98 hekt. platībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 2510,—;

3) tam ir hipotēku parādi Ls 1500,— ar proc.;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 251,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Tukumā-Talsu zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kanceļijā.

Talsos, 1938. g. 22. jūnijā. 415. l. 8416 Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpildītājs, kura kanceļa ir Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) Valsts zemes bankas prasības par Ls 106,32 ar soda naudu piedzišanai 1938. gada 5. oktobrī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sešu zaļē pārdos 1. publiskā izsolē Bērtuļa Rasmaņa nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Talsu apr. Laidzes pag., ierakstīts zemes grāmatu reģistrā ar 1677. num. un sastāv no Rugāju mājām, 11,43 ha platībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 7000,—;

3) tam ir hipotēku parādi Ls 3800,— ar proc.;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 700,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Tukumā-Talsu zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kanceļijā.

Talsos, 1938. g. 25. jūnijā. 444. l. 8417g Tiesu izpild. P. Kupševics.

Jelgavas apgabalt. Talsu apr. tiesu izpildītājs, kura kanceļa ir Talsos, Kr. Valdemāra ielā 18, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) Valsts zemes bankas prasības par Ls 215,50 ar soda naudu piedzišanai 1938. gada 5. oktobrī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sešu zaļē pārdos 1. publiskā izsolē Kārļa Volmaņa nekustamo īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Talsu apr. Nurmuižas pag., ierakstīts zemes grāmatu reģistrā ar 5654. num. un sastāv no zemes gabala, 1,954 ha platībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 600,—;

3) tam ir hipotēku parādi Ls 520,— ar proc.;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 60,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Tukumā-Talsu zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kanceļijā.

Talsos, 1938. g. 25. jūnijā. 427. l. 8418g Tiesu izpild. P. Kupševics.

Liepājas apgabalt. Aizputes iec. tiesu izpildītājs, kura kanceļa ir Aizputē, Jelgavas ielā 4, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) Annas Roberts prasības piedzišanai 1938. g. 7. oktobrī, plkst. 10, Liepājas apgabaltiesas sešu zaļē pārdos 1. publiskā izsolē Mārtiņa Storka nekustamo īpašumu, kas atrodas Aizputes apr. Valtaiku pag., ierakstīts zemes grāmatu 2. reģistrā ar 1426. num. un sastāv no Ezer-Piņķu mājas ideālas 1/7 daļas;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 1290,—;

3) tam ir hipotēku parādu nav;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 130,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kādi ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles — Liepājas apgabaltiesas civilnod. kanceļijā.

Aizputē, 1938. g. 14. jūnijā. L. 252/37. 7828g Tiesu izpildītājs A. Sāla v.s.

Liepājas apgabalt. Aizputes iec. tiesu izpildītājs, kura kanceļa ir Aizputē, Jelgavas ielā 4, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) Annas-Otilijas Guste prasības piedzišanai 1938. gada 7. oktobrī, plkst. 10, Liepājas apgabaltiesas sešu zaļē pārdos 1. publiskā izsolē Jāņa-Mikēla Birstis nekustamo īpašumu, kas atrodas Aizputes apr. Ciravas pag., ierakstīts zemes grāmatu 2. reģistrā ar 9432. num. un sastāv no Viesturu mājām;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 490,—;

3) tam ir hipotēku parādi Ls 5300,—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 49,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kādi ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles — Liepājas apgabaltiesas civilnod. kanceļijā.

Aizputē, 1938. g. 14. jūnijā. L. 164/38. 7829g Tiesu izpildītājs A. Sāla v.s.

Liepājas apgabalt. Aizputes iec. tiesu izpildītājs, kura kanceļa ir Aizputē, Jelgavas ielā 4, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) Liepājas pilsētas pašvaldības prasības piedzišanai 1938. g. 7. oktobrī, plkst. 10, Liepājas apgabaltiesas sešu zaļē pārdos 1. publiskā izsolē Silvestra Judra nekustamo īpašumu, kas atrodas Aizputes apr. Sakas pag., ierakstīts zemes grāmatu 2. reģistrā ar 9321. num. un sastāv no Apsiņu mājām;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 392,—;

3) tam ir hipotēku parādi Ls 1300,—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 40,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kādi ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles — Liepājas apgabaltiesas civilnod. kanceļijā.

Aizputē, 1938. g. 14. jūnijā. L. 47/38. 7830g Tiesu izpildītājs A. Sāla v.s.

Liepājas apgabalt. Aizputes iec. tiesu izpildītājs, kura kanceļa ir Aizputē, Jelgavas ielā 4, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) Mikēla Lejas un Chackēla Magidsona prasības piedzišanai 1938. gada 7. oktobrī, plkst. 10, Liepājas apgabaltiesas sešu zaļē pārdos 1. publiskā izsolē Jēkaba

Karkliņa nekustamo īpašumu, kas atrodas Aizputes apr. Rudbaržu pag., ierakstīts zemes grāmatu 2. reģistrā ar 9245. num. un sastāv no Zemgaļu mājām;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 1531,—;

3) tam ir hipotēku parādi Ls 7300,—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 154,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustamā īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kādi ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles — Liepājas apgabaltiesas civilnod. kanceļijā.

Aizputē, 1938. g. 14. jūnijā. L. 148/38. 7831g Tiesu izpildītājs A. Sāla v.s.

Liepājas apgabalt. Aizputes iec. tiesu izpildītājs, kura kanceļa ir Aizputē, Jelgavas ielā 4, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) a/s. Latvijas kredītbankas prasības piedzišanai 1938. gada 7. oktobrī, plkst. 10, Liepājas apgabaltiesas sešu zaļē pārdos 1. publiskā izsolē Annas Jurševskis nekustamo īpašumu, kas atrodas Aizputes apr. Rudbaržu pag., ierakstīts zemes grāmatu 2. reģistrā ar 815. num. un sastāv no Binģeļu mājām;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 5428,—;

3) tam ir hipotēku parādi Ls 5000,— un Krišim un Īlīai Jurševskiem mūža alimenti;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 543,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustamā īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kādi ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles — Liepājas apgabaltiesas civilnod. kanceļijā.

Aizputē, 1938. g. 14. jūnijā. L. 39/37. 7832g Tiesu izpildītājs A. Sāla v.s.

Liepājas apgabalt. Aizputes iec. tiesu izpildītājs, kura kanceļa ir Aizputē, Jelgavas ielā 4, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) Frīdriha Kullies prasības piedzišanai 1938. g. 7. oktobrī, plkst. 10, Liepājas apgabaltiesas sešu zaļē pārdos 1. publiskā izsolē Jāņa Mengēla nekustamo īpašumu, kas atrodas Aizputes apr. Valtaiku pag., ierakstīts zemes grāmatu 2. reģistrā ar 9428. num. un sastāv no Aizkalnu mājām;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 1055,—;

3) tam ir hipotēku parādi Ls 4200,—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 106,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustamā īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kādi ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles — Liepājas apgabaltiesas civilnod. kanceļijā.

Aizputē, 1938. g. 14. jūnijā. L. 214/38. 7833g Tiesu izpildītājs A. Sāla v.s.

Liepājas apgabalt. Aizputes iec. tiesu izpildītājs, kura kanceļa ir Aizputē, Jelgavas ielā 4, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) Olgas Engēlis prasības piedzišanai 1938. g. 7. oktobrī, plkst. 10, Liepājas apgabaltiesas sešu zaļē pārdos 2. publiskā izsolē Ernesta Engēla nekustamo īpašumu, kas atrodas Aizputes apr. Sak

Izglītības ministrijas Skolu departaments izdos rakstiskā sacensībā

š. g. 8. jūlijā, plkst. 11, Rīgā, Vaļņu ielā 2, būvniecības biroja telpās, 141. istabā,

- 1) Gaujienas ģimnazijas remontdarbus, drošība Ls 800,—;
- 2) remontdarbus un kanalizācijas ierīkošanas darbus valsts ģimnazijas, valsts komercskolas un valsts kurlmēmo skolas ēkās Valmierā, drošība Ls 1100,—.

Rakstiski piedāvājumi, ar Ls 2,— zīmognodevu un Nodokļu depart. apliecinājumu jāiesniedz Būvniecības birojam līdz augšminētam laikam. L 1748 8717 Tuvakas ziņas un noteikumus sniedz turpat darba laikā.

Izglītības ministrijas Skolu departaments 1938. g. 8. jūlijā, plkst. 12, Rīgā, Vaļņu ielā 2, 6. stāvā, 141. istabā, rakstiskās sacensībās izdos remontdarbus,

- kuņģi jāizdara:
- 1) Ventspils valsts ģimnazijā, drošība Ls 240,—;
 - 2) Aizputes valsts ģimnazijā, drošība Ls 440,—;
 - 3) Ruldīgas valsts ģimnazijā, drošība Ls 490,— un
 - 4) Varakļānu valsts ģimnazijā, drošība Ls 1200,—.
- Rakstiski piedāvājumi ar Ls 2,— zīmognodevu un Nodokļu departamenta apliecinājumu jāiesniedz līdz minētam laikam sacensību komisijai. L 1737 8636 Sacensības noteikumi un tuv. paskaidrojumi saņemami 141. ist.

Rīgas pilsētas Uzņēmumu valde izdos rakstiskā sacensībā:

- 1) 2 artezisko aku urbšanas un ierīkošanas darbus,
 - 2) 25 kg sudraba drāts (stiepuju) (no 1 mm — 2,1 mm Ø) piegādi.
- Noteikumi saņemami Uzņēmumu valdē, Zigfr. Meierovica bulv. 3, 14. ist. Piedāvājumi jāiesniedz turpat 3. ist. L 1716 8634
1. poz. līdz š. g. 15. jūlijam, plkst. 11,
 2. poz. līdz š. g. 19. jūlijam, plkst. 11.

Tukuma pilsētas slimnīcas takse

Tukuma pilsētas valdes noteikta 1937. g. 16. janvārī (3. prof. 2. §) un stājusies spēkā uz pilsētas pašvaldības likuma 35. p. pamata (Iekšlietu ministr. Pašvaldības depart. 1937. g. 3. marta 122694. raksts).

I. Ārstēšanas takse.

Par rentgena uzņēmumiem:	Ls
30x40 cm	12,—
24x30 cm	10,—
18x24 cm	8,—
13x18 cm	6,—
3x4 cm (zobu un pirkstu uzņēmumi)	3,—
Par diatermiju	1,50
„faradizāciju	1,—
„galvanizāciju	1,—
„Kadmija lampu	1,—
„kuņģa caurskatīšanu ar rentgena stariem	7,—
„plaušu caurskatīšanu ar rentgena stariem	5,—
„operācijām o Ls 1,— līdz Ls 50,—.	

II. Dienas maksa.

Ls dienā	
1. Vietējiem un citu pašvaldību iedzīvotājiem, kas ārstējas uz personīga rēķina	3,—
2. Sabiedr. apgādājamiem, kas ārstējas uz Tukuma pilsētas un citu pašvaldību rēķina	3,—
3. Personām, kas ārstējas uz Tukuma slimnīcas kases rēķina	3,25
4. Personām, kas ārstējas uz citu slimnīcu kasu, Tautas labklājības ministrijas un Vispārējās apdrošināšanas sabiedrības nelaimes gadījumos rēķina.	4,50

Pils. galva T. Zīvertis.
Pils. sekretārs Fr. Bērziņš.

Šoseju un zemes ceļu departamenta 4. rajona inženieris

š. g. 14. jūlijā, plkst. 12, Liepājā, Uliča ielā 44, jauktā izsolē izdos Pūces pārceltuves ekspluatācijas tiesības pār Bārtas upi, uz Lp 129 Lādēnu - Nīcas mācītājmuižas 3. šķ. ceļa, pie Mācītājmuižas. L 1739 8635 Drošības nauda pie izsoles Ls 20,—. Ar sīkākmiem noteikumiem var iepazīties manā kanceļejā, Uliča ielā 44, Pērkones un Nīcas pag. valdēs parastā darba laikā. Liepājā, 1938. g. 29. jūnijā. 4. rajona inženieris.

Preses un biedrību departam. biedrību nodala, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 28. jūnija R 245. lēmumu līdzšinējā „Jelgavas Rom. katoļu labdarības biedrība” pārreģistrēta par „Jelgavas katoļu labdarības biedrību” ar valdes mājokli Jelgavā. Nod. vadītājs A. Liepiņš. Reģ. biroja pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodala, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 28. jūnija

R 247. lēmumu pārreģistrēta „Blīdenes mednieku biedrība” ar valdes mājokli Blīdenes pagastā. Nod. vadītājs A. Liepiņš. Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Rīgas muitnīca 1938. gada 19. jūlijā, plkst. 9, savas 8. noliktavas telpās, Valdemāra ielā 1, pārdos atklātā izsolē konfiscētas smaržas, tabakas, manufakturas, galanterijas u. c. preces. Muitnīcas priekšnieka v. i. K. Rubis. Kontrabandas lietu nod. vad. J. Kampars.

Mārupes pag. 6. klasiņai pamatskolai, Rīgas apriņķī, vajadzīgs skolas pārzinis.

Vēlams vīrietis, muzikāls un sabiedriski darbinieks. Lūgumi ar vajadzīgiem dokumentiem jāiesniedz pagasta valdei līdz š. g. 15. jūlijam. Kandidātus izraudzīs pag. valdes sēdē š. g. 19. jūlijā, plkst. 12, Mārupes pag. valdes telpās, Mārupes pag. namā. Vēlama personīga ierašanās. 8631e Pag. vec. J. Rozenbergs. Sekretārs J. Vītoliņš.

Tirzas pagastam, Madonas apriņķī, vajadzīga rajona vecmāte.

Pienems 1938. g. 12. jūlijā Tirzas pagasta namā, līdz kādam laikam kandidātēm jāiesniedz pagasta valdei lūgumi ar Ls 2,— zīmognodevu, pierādījumiem par vecmātes tiesībām, izglītību un darba praksi. Darba rajons Tirzas un daļa Adulienas pagasta. Alga pēc Tautas labklājības ministr. noteikumiem un brīvs dzīvoklis ar apkurināšanu. Dzīves vieta Tirzas doktorāta. Tuvākā dzelzceļa stacija — Lizums, 6 km. Vēlama personīga ierašanās. Pagasta vec. J. Baltiņš. 8694e Sekretārs A. Lībers.

Vecgulbenes pag. Blomes 6-klas. pamatskolai vajadzīgs skolas pārzinis,

muzikāls, sabiedriski darbinieks, spējīgs vadīt kori. Lūgumi ar Ls 2,— zīmognodevu un dokumenti par izglītību, darba praksi un veselību, jāiesniedz pagasta valdei līdz š. g. 5. jūlijam. Kandidātus pagasta valde izraudzīs š. g. 6. jūlijā, plkst. 12, pagasta namā. Vēlama personīga ierašanās. Pasta adrese: c. Gulbene, tālr. Gulbene 21. Dzelzceļa stacija Gulbene — 2 km. 8632g Pag. vecākais A. Tiliks. Sekretārs J. Nogobods.

Vaives pag. 6. klasiņai pamatskolai, Cēsu apriņķī, vajadzīgs skolotājs,

sabiedriski darbinieks, spējīgs vadīt kori. Lūgumi ar apliecinājumu par izglītību, līdzšinējo praksi un veselību, un Ls 2,— zīmognodevu, jāiesniedz pag. valdei līdz š. g. 19. jūlijam, plkst. 12. Kandidātus pagasta valde izraudzīs minētā dienā, plkst. 13. Vēlama personīga ierašanās. Cēsis — 10 km., stac. Āraši — 5 km., pasta Vaive, tālr. Vaive 42. 8633e Pagasta vec. K. Vītiņš. Sekretārs F. Slīde.

Iekšlietu ministrijas emigrācijas nod. izsludina par nederīgu Latv. arz. 1095. pasi, kas 1925. g. 10. febr. izdota Rīgā Edgaram (Eduardam-Eizenam) Volfam. 8713g

Radiofona abon. kant. izsludina par nederīgu nozaudētās abonem. atļaujas, kas izdota: 1) A 68829. — 1937. g. 19. okt. Bruno Brakovskim; 2) A 49399. — 1936. g. 14. dec. Voldemāram Krasovskim; 3) A 45047. — 1936. g. 28. sept. Viktoram Unbedachtam. L 1741. 8638g

Rīgas pref. 2. iec. priekšnieks izsludina par nederīgu nozaudēto karaklaus. apliec., ko Gunaram-Gosvinam - Edgaram Kerkovisam 1937. g. 30. sept. izdevusi 10. Aizputes kājn. pulka komandieris. 8596g

Rīgas pref. 8. iec. priekšnieks izsludina par nederīgu nozaudēto karaklaus. apliec., ko elektrotehn. diviz. komand. 1930. g. 20. janv. izdevis Arturam Nagobadam. 8597g

Latvijas bankas Ludzas nod. izsludina par nederīgu Abramam Žmudzem izdoto 302. beztermiņa noguldījuma grāmatīti. 8457g

Bauskas apr. polic. 2. iec. priekšn. izsludina, ka Kārlis Silis, Skaistkalnes pag. nozaudējis „N. F.” sist. 6,35 kal. 1046119. revolveri, kas atradējam jānodod policijai. 8334g

Alojas pag. valde izsludina par nederīgu Latv. iekšz. pasi ser. AV 019844/290412, ko Rīgas prefekt. 1928. g. 16. martā izdevusi Valdemāram Vitolam. 7414g

Baltinavas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudētās šīs pag. valdes izdotās zirga pases: 1) 2755. pasi, kas 1930. g. 10. okt. izdota Staņislavam Antona d. Daukstam; 2) 1149. pasi, kas 1926. g. 24. febr. izdota Kazimīram Ločmelim. un 3) 1751. pasi, ko Tilžas pag. valde 1930. g. 11. febr. izdevusi Izidoram Kanepem. 7868e

Bērzmuizas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 130. kumela reģistr. zīmi, ko šī pag. valde 1932. g. 1. okt. izdevusi Kārlim Milleram. 7424e

Bukmuizas pag. valde izsludina par nederīgu 570. labības grām., ko šī pag. valde 1934. g. izdevusi Valentinam Dubram. 8692e

Daugavpils prefektūra izsludina par nederīgu Latv. iekšzemes pasi ser. BN 008813/33514, ko šī prefektūra 1934. g. 8. okt. izdevusi Valentīnei Paškevičs. 7436e

Daugavpils prefektūra izsludina par nederīgu Latv. iekšz. pasi ser. BL 011584/11384, ko šī prefektūra 1928. g. 20. martā izdevusi Zarai - Rivkai Flekšers. 7807

Dauguļu pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto šīs pagasta valdes 1932. g. 1. martā Krišianim Feldmanim izdotu zirga pasi 414/26514. 7210e

Demenes pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. KL 024888/687, ko šī pag. valde 1928. gada 10. martā izdevusi Staņislavam Smiļģinam. 7805e

Ģatartas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatīti V 97847/247, ko Kēču pag. valde 1936. g. 25. nov. izdevusi Vasilijam Jefimovam.

Gauru pag. valde izsludina par nederīgu 2204/29664. zirga pasi, ko šī pag. valde 1931. g. 3. okt. izdevusi Michailam Borodam. 7419e

Jelgavas telef. kant. izsludina par nederīgu nozaudēto radioierīču glabāšanas 2039. atļauju, kas izdota Reinholdam Erglēm Auru pag. „Jaungalivēs”. L. 1740. 8637g

Jēkabpils apr. polic. 2. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. LA 008688/1488, ko Sērenes pag. valde 1930. g. 16. maijā izdevusi Kārlim Elksnim. 7434e

Karsavas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. MP 020145/2945, ko šī pag. valde 1928. g. 8. jun. izdevusi Sofijai Lejis. 7208e

Krustpils pils. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 24349. darba grāmatīti, ko Sāviņas pag. valde 1935. g. 24. maijā izdevusi Minnai Čulkstans.

Liepājas-Aizputes apr. polic. 1. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. ML 014600, ko Durbes pag. valde 1935. g. 22. maijā izdevusi Matizam Pēkam. 7684e

Pāles pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. ZK 015761/211, ko šī pag. valde 1927. g. 11. nov. izdevusi Kristīnei Skreitulis.

Preiļu pag. valde atsauca savu sludinājumu „Vald. Vēstn.” š. g. 121. num., par Anatolija Jekimova karaklausības apliecinības nozaudēšanu, jo viņš to ir atradis. 8328g

Pustiņas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. CL 23162/2962, ko Vecpiebalgas pag. valde 1928. g. 14. jūnijā izdevusi Adolfam Petkevičam. 7098e

Salacas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi CP 008810/2310, ko Salacas pag. valde 1935. gada 19. febr. izdevusi Jānim - Aleksandram Kosītim. 7187e

Sinoles pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. AZ 009419, ko Rīgas prefekt. 1927. g. 2. dec. izdevusi Jānim Sebrim. 7416e

Skaistas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudētās šīs pag. valdes izdotās: 1) 918. labības grāmatīti, kas 1934. g. 30. okt. izdota Jevgenijam Evertam, un 2) 918. darba grāmatīti, kas 1935. g. 9. maijā izd. Jānim Olechnovičam. 8579g

Tumes pag. valde izsludina par nederīgu sadegušo 15690/546. zirga pasi, ko Šēnes pag. valde 1935. g. 18. okt. izdevusi Almai - Annai Bankovskis.

Ezeres pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 352. kumela reģistr. zīmi, ko šī pag. valde 1932. g. 15. jūlijā izdevusi Fricim Bolandam. 7414g

Dažādi sludinājumi.

Maksātspējīgā parādnieka Oskara Bebra konkursa valde 1938. g. 8. jūlijā, plkst. 18, Rīgā, Gertrūdes ielā 37, 5. dzīv., sasauca maksātspējīgā parādnieka Oskara Bebra kreditoru sapulci.

Dienas kārtība:
1) konkursa valdes ziņojums;
2) pretenziju pārbaudīšana;
3) konkursa valdes atalgojums;
4) konkursa slēgšana. 8692e Konkursa valde.

Tirdzn. un rūpn. akc. sab. „Augļu eksports” sasauca akcionaru 2. vispār. sapulci

1938. gada 18. jūlijā, plkst. 17, sab. telpās, Rīgā, Aizsargu ielā 2. **Dienas kārtība:**
1) sapulces darbinieku vēlēšana;
2) 1937. gada pārskats un revīzijas komisijas ziņojums;
3) 1938. gada budžets.

Saskaņā ar statutu 65. §, šī sapulce būs pilntiesīga pie katra ieradušos akcionāru skaita. 8649g Valde.

Rīgas cementa fabrikas „C. CH. SCHMIDT” A/S. akc. ārkārtēja pilna sapulce

notiks 1938. gada 20. jūlijā, plkst. 12, sabiedrības galvenā kantori, Rīgā, Palasta ielā 9. **Dienas kārtība:**
1) vēlēšanas;
2) dažādi priekšlikumi. 8691g Valde.

Rīgas namsaimnieku biedrības PAZIŅOJUMS.

Pamatojoties uz Rīgas namsaimnieku biedrības bērnu fonda noteikumu 41. p., biedrības valde paziņo, ka bērnu fonds darbību uzsācis 1938. g. 1. jūlijā. Priekšnieks Ed. Rozīte. Valdes sekr. Ed. Kalniņš. Bērni f. vec. Kr. Dreifelds.

Pirmā Rīgas maizes fabrika „Mik. Rozentāls” A/S.

Rīgā, Aizsargu ielā 73. **Bilance uz 1937. g. 31. dec.**

Aktīvs.	Ls	Pasīvs.	Ls
Grunts gabala kants	13.677,30	Akciju kapitāla kants	100.000,—
Fabrikas ēku kants	104.900,23	Rezerves kap. kants	98,—
Dzīvojamu ēku kants	66.322,70	Amortizācijas kants	27.674,79
Maizes krāsņu kants	131.677,05	Personu kants	239.431,57
Inventāra kants	2.275,82	Obligācijas kants	55.200,—
Kases knots	110,83	Peļņa par 1937. gadu	1.327,48
Uguns apdroš. kants	47,89		
Galvojuumu kants	186,—		
Obligācijas portfeļi	55.000,—		
Peļņas un zaudējumu kants	23.657,88		
Jaunbūves kants	25.876,14		
	Ls 423.731,84		Ls 423.731,84

Peļņas un zaudējumu kants uz 1937. g. 31. decembri.

Zaudējums.	Ls	Peļņa.	Ls
Uguns apdroš. kants	279,78	Ires kants	8.984,—
Izdevumu kants	12.339,93	Pārejošās summas kants	11.262,12
Direkcijas algas kants	3.600,—		
Nodokļu kants	2.698,93		
1937. g. peļņa	1.327,48		
	Ls 20.246,12		Ls 20.246,12

8438 Valde: R. Dambits, K. Baltiņš.

Apdrošināšanas un transporta A/S. „LATVIJA”

Bilance uz 1938. g. 1. janvārī.

Aktīvs.	Ls	Pasīvs.	Ls
Kase	1.917,89	Pamata kapitāls	200.000,—
Tekoši rēķini	17.848,54	Premiju rezerves	40.336,02
Vērtspapīri	6.284,—	Zaudējumu rezerves	6.539,—
Vekseli	23.986,81	Zīmognodoklis	9.128,50
Protestēti vekseli	1,—	Nekustamā īpašuma amortizac. kapitāls	11.662,75
Nekustamā īpašums	234.064,20	Kreditori	123.941,06
Kustamā īpašums	6.848,19	Pārāpdrošināšanas biedrības	47.886,39
Debitori	173.921,80	Rediskontēti vekseli	15.672,—
Pārāpdrošināšanas biedrības	414,96	Depon. drošību kreditori	7.000,—
Deponētās drošības	7.000,—	Peļņa	11.462,79
Pārejošās summas	1.341,12		
	Ls 473.628,51		Ls 473.628,51

1937. g. peļņas un zaudējumu kants.

Zaudēts.	Ls	Bruto peļņa	Ls
Tirā peļņa	386.214,75		397.677,54
	11.462,79		
	Ls 397.677,54		Ls 397.677,54

8690 Valdes priekšsēdētājs L. Žagars. Galv. grāmatvedis T. Blumbergs.

Pāles izglīt. biedr. likvid. komisija

uzaicina visus šīs biedrības kreditorus, debitorus un mantas turētājus pieteikt komisijai Pāles pagasta namā 2 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.”, savas prasības un nodot biedrības mantas un arī nokārtot savas saistības. Palē, 1938. g. 21. jūnijā.

Likv. kom. pr. b. E. Prāms. „Popes lauksaimniecības biedrība”

saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, š. g. 22. maijā noturētā biedru sapulcē nolēma apvienoties ar „Popes lauksaimniecības veicināšanas biedrību” vienā kopīgā biedrībā ar nosaukumu: „Popes lauksaimniecības biedrība”.

Personas, organizācijas un kreditori, kam būtu kādi ieņēmumi vai prasības, tiek uzaicināti ziņot tādus 1 mēneša laikā Sabiedrisko lietu ministrijai. Popes lauksaimn. biedr. priekšnieks K. Ansbērgs. Sekretārs Fr. Gutmanis.

„Popes lauksaimniec. veicin. biedrība”

saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām š. g. 22. maijā noturētā biedru sapulcē nolēma apvienoties ar „Popes lauksaimniecības biedrību” vienā kopīgā biedrībā ar nosaukumu: „Popes lauksaimniecības biedrība”.

Personas, organizācijas un kreditori, kam būtu kādi ieņēmumi vai prasības, tiek uzaicināti ziņot tādus 1 mēneša laikā Sabiedrisko lietu ministrijai. Popes lauksaimn. veic. biedr. priekšnieks K. Ansbērgs. Sekretārs v. Fr. Gutmanis.

Raipoles piensaimn. sabiedr. „Tauta” izsludina par nederīgu nozaudēto zīmogu ar uzrakstu: Raipoles piensaimnieku sabiedrība „Tauta” Ludzas apriņķī.

Rīgas-Antverpenes līnija.

Pamatojoties uz Rīgas-Antverpenes līnijas kārtējo preču tvaiķoņa „HECHT” (599,24 neto tonnas) braucienam sarakstu, paziņoju, ka substitūts minētā tvaiķoņa 14. braucienam 1938. g. 7. jūlijā būs preču tv. „RABE” (556,34 n. r. t.), pie kam uzsāks savu braucienu no Antverpenes. 8639 Kuģu aģents „Lorenz M. Meesenburg”, Rīgā, L. Pils ielā 6.